



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2830
28 octobre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Pour que les salaires suivent les prix, il faut un plan de combat!



Chine

Face
à la pression
américaine

Page 8

49.3

Beaucoup
de bruit pour
pas grand chose

Page 3

Aides de l'État

Le patronat
vampirise
la société

Page 5

Leur société

- 49.3 et motions de censure : beaucoup de bruit pour pas grand-chose **3**
- Planification écologique : Borne dans les choux **3**
- Union européenne : pas de soudure au gaz **4**
- France-Allemagne : chacune dans sa bulle **4**
- Macron - Meloni : au service de leurs maîtres **4**
- Contre les chômeurs : les sénateurs en rajoutent **5**
- Budget de la Sécurité sociale : tout pour les patrons **5**
- Aides de l'État : les capitalistes vampirisent la société **5**
- Total : la grande évasion fiscale **6**
- Face aux actionnaires, Mbappé « petit » joueur **6**
- Gaz liquéfié : profit solidifié **6**
- Crise de la pédiatrie : les enfants en danger **7**
- Déserts médicaux : les oasis du profit **7**
- Lola : un meurtre horrible et son utilisation odieuse **16**

Dans le monde

- Chine : face à la pression américaine **8**
- Soudan : contre la dictature, pour les droits des femmes **8**
- Ukraine : au-delà de l'enjeu nucléaire **9**
- Tchad : massacre couvert par l'impérialisme français **9**
- Grande-Bretagne : la crise politique continue **16**

Dans les entreprises

- Après le 18 octobre : préparer une lutte d'ensemble **11**
- Anthony Smith **11**
- Toyota - Onnaing **11**
- CGT - PSA Poissy : pour la démocratie ouvrière **12**
- Continental Sarreguemines **12**
- L'Oréal **13**
- Airbus - Toulouse **13**
- Adisseo - Commentry **13**
- Clinique - Saint-Omer **13**
- Centrale nucléaire de Gravelines **14**
- Hôpital Lariboisière - Paris **14**
- Centres dentaires - Pantin **14**
- Territoriaux - Bondy **15**

Il y a cent ans

- Italie octobre 1922 : la Marche sur Rome, une parodie de révolution et coup d'État **10**

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière **3**

Pour les salaires, il nous faut un plan de combat !

Les stations-service sont approvisionnées. Les trains roulent. Les poubelles sont ramassées. Et les vacanciers de la Toussaint profitent de quelques jours de repos. Cela suffit au gouvernement pour se féliciter d'un retour à la normale.

Car, pour lui, il est normal que les fins de mois soient de plus en plus dures à cause des prix qui explosent. Qu'il y ait de plus en plus de chômeurs pris à la gorge, c'est normal !

Des bus ou des trains sont supprimés parce qu'il manque du matériel et du personnel ? Normal ! Des urgences pédiatriques sont forcées d'envoyer des bébés à des centaines de kilomètres pour qu'ils soient soignés ? Il faut s'y faire !

Et il y a tous ceux qui ne peuvent pas faire trois repas par jour, ou qui ne peuvent plus prendre leur voiture parce que l'essence coûte trop cher : ça aussi le gouvernement le considère comme normal.

Pendant ce temps, les capitalistes de l'énergie se gavent en faisant flamber les prix de l'électricité ou du gaz. Et, pour s'enrichir, les spéculateurs n'y vont pas de main morte : les prix sont multipliés par 10, voire plus. Ces gens-là sont en train de pousser nombre de commerces et de PME vers la faillite. Ils enfoncez toute l'économie dans une grave crise. Et ce n'est pas le gouvernement qui va les arrêter.

Oh, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, n'est pas content. Il aurait même fait les gros yeux au PDG de TotalEnergies. Mais il reste totalement dévoué aux capita-

listes. Sa politique n'est pas de réquisitionner les superprofits, mais de réquisitionner les grévistes pour casser la contestation sociale ! Les capitalistes continueront donc de tout casser.

Pendant des décennies, l'État a pu atténuer les dégâts engendrés par la rapacité capitaliste, en déployant un filet protecteur pour les plus pauvres. Parce que la France est un pays riche, il disposait d'une certaine marge de manœuvre. Cette possibilité-là s'amenuise de crise en crise, avec un endettement toujours plus grand.

La situation est d'autant plus grave que Macron étale son impuissance face à la guerre et à la crise énergétique. Mais, en bon président antiouvrier, il conserve un réflexe : taper sur les travailleurs et leur imposer de nouveaux sacrifices. Alors, non, le retour à la normale n'est pas pour demain !

La société passe d'une zone de turbulence à une autre. Dans le monde du travail, le mécontentement pousse des travailleurs à entrer en lutte, à

débrayer ou à se mettre en grève, à l'échelle d'un service, d'un atelier, d'une entreprise ou d'un groupe.

On l'a vu avec la mobilisation des raffineries, une grève peut aussi très vite mettre le feu aux poudres et provoquer un mouvement plus général. Car tous les travailleurs le constatent, quel que soit leur niveau de salaire, et qu'ils soient du public ou du privé : leur pouvoir d'achat recule, car les prix flambent sans que les salaires suivent.

Le grand patronat a choisi d'engager le bras de fer en refusant de faire suivre les salaires. Eh bien, ce bras de fer, il faut le mener !

Pour avoir une chance de le gagner, il faut réfléchir à un plan de combat. Le grand patronat en a un. Il a une stratégie pour attaquer les travailleurs et aggraver l'exploitation. Pour l'appliquer, il paye même une armada de chefs et de sous-chefs. Et si cela produit des remous, il peut recourir à la menace et à la force répressive de l'État, aux huissiers, à la police et à la justice.

Alors, la volonté de se défendre ne suffit pas. Il faut que les travailleurs se donnent une politique de lutte, pour qu'ils sachent unir leurs forces autour des revendications qu'ils estiment légitimes.

Que nous faut-il ? Une prime qui sera aussitôt engloutie, et galérer avec un salaire de base qui reste au plancher ? Évidemment non ! C'est le salaire de base qui compte tous les mois pour payer le loyer, les factures et pour négocier un emprunt. C'est à partir de lui que la retraite et les indemnités chômage sont

calculées.

Alors, ce sont les salaires qu'il faut augmenter. Cela, d'au moins 400 euros par mois, pour combler le fossé creusé du fait de l'envolée des prix. Et la seule garantie que les salaires ne soient pas aussitôt dépassés par les prix, c'est de revendiquer leur indexation sur l'augmentation réelle des prix, et pas celle que nous vend le gouvernement.

Et discutons des moyens de diriger nous-mêmes notre lutte. À TotalEnergies, deux syndicats, la CGC et la CFDT, hostiles à la grève, ont signé un accord avec la direction contre la volonté des grévistes. Si la combativité et la détermination des travailleurs sont au rendez-vous, il faut savoir que les appareils syndicaux voudront en garder le contrôle et sont prêts à brader la lutte pour un plat de lentilles. Alors, donnons-nous les moyens de contrôler nous-mêmes les luttes que nous engageons !

Nathalie Arthaud



49.3 et motions de censure : beaucoup de bruit pour pas grand-chose

Mercredi 19 et jeudi 20 octobre, par deux fois la Première ministre Élisabeth Borne a recouru au 49.3, pour imposer la première partie du projet de loi de finance de 2023 et la partie recettes du budget de la Sécurité sociale.

N'ayant pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, le gouvernement utilise ce dispositif constitutionnel pour passer au-dessus des discussions parlementaires et des amendements de l'opposition et obtenir que ses budgets soient votés et donc validés.

Que cela apparaisse comme autoritaire et bien peu respectueux du débat parlementaire est indéniable. Même si la protestation des politiciens comporte une bonne dose d'hypocrisie, car ils savent tous que le 49.3 est tout à fait dans l'esprit de la Constitution de la V^e République.

Ce système se prétend démocratique parce que des notables peuvent pérorer au Parlement. Ce dernier ne peut cependant donner son avis que tant qu'il ne

gêne pas trop le gouvernement et ne l'empêche pas de gouverner.

La Constitution de la V^e République se voulait capable de combattre l'instabilité parlementaire, qui avait gêné le pouvoir pour régler les affaires économiques et politiques dans les années 1950, particulièrement la guerre d'Algérie.

Le même problème, en moins aigu pour l'instant, se pose au gouvernement aujourd'hui. Macron n'a plus la majorité au Parlement et pourrait se retrouver à la merci d'une motion de censure menant à de nouvelles élections. Or, pour les capitalistes, le gouvernement doit pouvoir agir en leur faveur avec le maximum de célérité et d'efficacité, sans avoir à s'embarrasser des états d'âme du petit

personnel politique.

Si la bourgeoisie s'inquiète de l'instabilité politique, débutante en France et caricaturale en Grande Bretagne, ce n'est évidemment pas qu'elle s'émeut que les classes populaires soient écœurées et ne votent plus. Au contraire, elle a toujours été favorable à une forme de vote censitaire officiel ou officieux. C'est la politique en faveur du grand patronat de tous les gouvernements successifs qui a engendré l'écœurement des classes populaires par rapport au jeu électoral. Au point que le dégoût des partis politiques traditionnels débouche sur une situation rebattant les cartes du cirque électoral, impose plus de recours au 49.3, de nouvelles alliances parlementaires, voire, si cela ne suffit pas, une refonte de la Constitution.

Mais la Constitution de la V^e République semble pour l'instant suffisamment bien ficelée pour empêcher le blocage complet. Les



La mobilisation contre le CPE, en 2006, à Poitiers.

motions de censure n'ont pas obtenu la majorité des votes et les deux projets de loi ont été adoptés. De toute façon, le dépôt par le RN et la Nupes de motions de censure fait partie du cinéma parlementaire. Ces deux partis ont joué leur jeu, qui consiste à se positionner comme les principaux opposants à Macron. En votant la motion de la Nupes, le RN a en plus mis dans l'embarras la droite, qui apparaît désormais comme faisant partie de la majorité de Macron et même comme son ultime béquille. D'ailleurs, que Sarkozy propose à la droite de soutenir franchement Macron, c'est une façon de sortir ce dernier de ces embarras parlementaires et surtout d'offrir des garanties de stabilité politique au grand patronat.

Toutes ces péripiéties parlementaires ne

concernent en rien les intérêts des travailleurs. Il est particulièrement illusoire de compter sur le Parlement pour empêcher les attaques contre les travailleurs prévues dans les deux projets de budget.

En 2005, lorsque le gouvernement de Dominique de Villepin utilisa le 49.3 pour imposer le CPE (contrat premier embauche), c'est la mobilisation massive de la jeunesse et des travailleurs qui signa la mort de ce contrat précaire, en forçant le gouvernement à l'abroger, alors qu'il avait réussi à le faire adopter par les députés.

Alors, si les travailleurs veulent voir leurs salaires augmenter et leurs conditions de vie s'améliorer, c'est sur leurs mobilisations qu'ils doivent compter, et non sur le Parlement.

Joséphine Sina

Planification écologique : Borne dans les choux

La Première ministre Élisabeth Borne a annoncé le lancement d'une planification de l'économie pour effectuer la transition écologique. Dans son programme à l'élection présidentielle, Macron présentait cela comme un de ses projets essentiels. Mais à part un slogan, « France nation verte », qu'est-ce qu'il y avait dans son discours ?

Elisabeth Borne n'a rien dit de concret. Elle en est restée aux formules creuses usuelles : « consommer plus durable », « produire une électricité décarbonée », « verdifier le secteur et les instruments financiers »... Et les milliards de subventions dont elle a parlé pour tel ou tel secteur ont tous déjà été annoncés.

La transition écologique est devenue à la mode. Ce ne sont plus seulement les militants écologistes et les experts du climat qui en parlent, mais les chefs d'État et les dirigeants des grands groupes industriels, comme TotalEnergies et les constructeurs automobiles, qui portent pourtant une énorme responsabilité dans le réchauffement

climatique.

En fait, face à une évolution qui leur apparaît inéluctable, les grands groupes industriels ont adapté leur politique. Et, à partir de leur position dominante, ils anticipent le changement et même en prennent l'initiative, pour pouvoir garder leur hégémonie voire la renforcer. Ainsi par exemple PSA-Stellantis a annoncé mettre le paquet sur le moteur électrique et TotalEnergies s'est mis à vanter l'énergie solaire, les éoliennes et surtout le gaz naturel liquéfié (GNL), présenté comme beaucoup plus écologique que le pétrole. Ensuite, selon eux, l'État doit prendre en charge, par la « planification écologique », les lourds

investissements qu'ils se refusent à faire. Que l'État construise les bornes pour voitures électriques nécessaires partout en France ! Qu'il finance les nouveaux terminaux portuaires pour accueillir les navires transportant le GNL ! Etc.

Mais, en même temps, ces mêmes groupes ne savent pas vraiment à quel saint se vouer. À quel rythme cette « transition écologique » va-t-elle se faire ? En quoi va-t-elle consister ? Et va-t-elle réellement se faire ? Du seul point de vue technologique, les batteries pour voitures électriques nécessitent une énorme quantité de lithium, dont personne ne sait aujourd'hui si elle existe, mais dont on sait déjà que, pour l'extraire du sol, les compagnies minières et chimiques sont prêtes à faire des ravages dans l'environnement et parmi les populations. Ensuite, la guerre en Ukraine est venue tout bouleverser. TotalEnergies avait un projet de GNL avec la Russie

dans l'Arctique, pour lequel cette entreprise avait investi des milliards et auquel elle a dû renoncer, en tout cas officiellement.

Borne est prête à exaucer

les vœux de ses maîtres, mais le problème est qu'eux-mêmes ne savent pas exactement dans quelle direction aller.

Pierre Royan

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Dijon

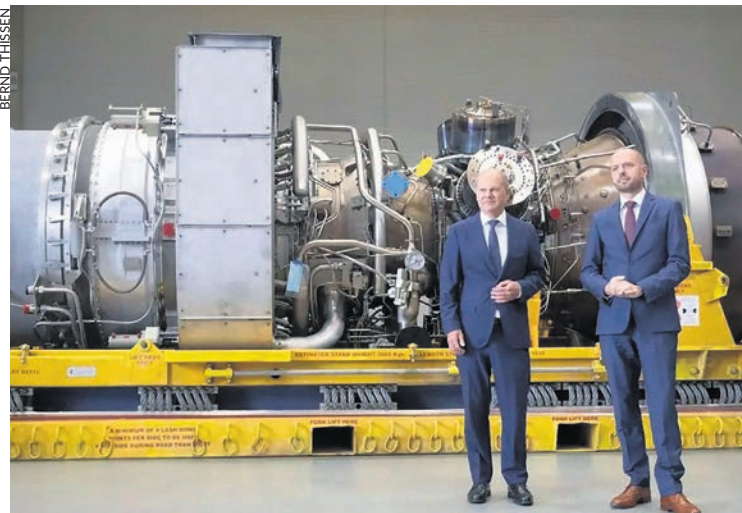
Dimanche 30 octobre à partir de 11 h 30
Espace Tabourot à Saint-Appolinaire

Compiègne

Samedi 12 novembre à partir de 16 h
Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne



Union européenne : pas de soudure au gaz



Olaf Scholtz devant une turbine de NordStream1... au repos.

Confrontés à la flambée des prix du gaz et de l'électricité, les dirigeants de l'UE multiplient les rencontres pour trouver « une réponse commune européenne », tandis que chaque pays sort son carnet de chèques pour soutenir ses propres industriels.

Si la flambée des prix du gaz et de l'électricité sur le marché européen, multipliés par 10 et 20 en six mois, fait le bonheur de quelques géants du secteur de l'énergie, elle menace les affaires des industriels petits et grands de toute l'Europe. Cela explique la fébrilité de tous les gouvernements européens et des dirigeants de l'UE.

Le sommet de l'UE des 21 et 22 octobre a accouché d'une déclaration de principe pour instaurer un mécanisme de plafonnement du prix du gaz destiné à produire de l'électricité et « un corridor de prix » – une sorte d'évolution contrôlée – sur le marché européen du gaz. L'UE envisage aussi l'achat en commun de stocks de gaz, qu'elle

revendrait ensuite aux pays membres qui peinent à se fournir. Après avoir volontairement dérégulé le marché du gaz et de l'électricité, en généralisant la concurrence à la place des monopoles publics qui existaient jusqu'aux années 2000, l'UE essaie aujourd'hui de rétablir une certaine régulation.

Mais toutes ces mesures restent virtuelles, car plusieurs pays, et avant tout l'Allemagne, s'y opposent. Chaque crise met en évidence les intérêts contradictoires des capitalistes de chaque pays membre de l'UE, et débouche sur des affrontements quand les crises s'approfondissent. L'Allemagne, pays le plus industrialisé, le plus dépendant au gaz et le plus riche de toute

l'Europe, est prête à payer son approvisionnement au prix fort. Les capitalistes allemands redoutent qu'un mécanisme de plafonnement du prix n'encourage la consommation et ne limite leur propre approvisionnement. Le chancelier Olaf Scholtz, qui défend leurs intérêts, a débloqué début octobre 200 milliards d'euros sur deux ans. Cette somme va servir à subventionner les industriels en instaurant un bouclier énergétique et, accessoirement, à réduire la facture énergétique de la population. Les autres pays de l'UE, plus pauvres ou plus endettés, dont l'Espagne, l'Italie et la France, ne peuvent pas suivre à ce niveau et crient à la distorsion de concurrence. Ils réclament un mécanisme commun de plafonnement, au nom de la solidarité européenne.

Mais la solidarité n'existe pas dans une économie où règne la concurrence entre groupes capitalistes rivaux. Ces divergences autour de l'énergie ont provoqué l'annulation d'un Conseil des ministres franco-allemand. Quant aux travailleurs, leurs intérêts n'ont rien de commun avec ceux des industriels du pays où ils vivent. Quel que soit le résultat des tractations entre les chefs d'État et du bras de fer entre capitalistes européens, c'est à eux qu'on présentera la facture, sous forme d'une nouvelle dette, de l'inflation qui s'envole, ou de l'aggravation de l'exploitation au nom de la compétitivité.

Xavier Lachau

France-Allemagne : chacune dans sa bulle

La situation des deux pays face au prix du gaz est très différente.

L'Allemagne importait jusqu'à présent environ 100 milliards de mètres cubes de gaz par an de Russie, qui arrivaient directement par gazoducs. En France en revanche, la consommation est environ de la moitié et l'essentiel vient de Norvège et de divers pays, la Russie étant minoritaire. Ce gaz arrive essentiellement par GNL, gaz naturel liquéfié, transporté par des navires spéciaux, les méthaniers, à la température de moins 163 degrés.

Pour effectuer ce type de transport il faut d'abord, dans les pays fournisseurs, des usines de liquéfaction du gaz, qui coûtent au minimum un milliard de dollars l'unité, ensuite des navires méthaniers, très chers eux aussi, et à l'autre bout des usines de regazéification du GNL. Il en existe une trentaine en Europe mais, jusqu'à une date récente, aucune en Allemagne, qui n'en n'avait pas besoin grâce au gazoduc russe.

L'Allemagne est en train de construire à toute allure une de ces usines et de louer des usines flottantes, car il en existe aussi. Seulement

les fournisseurs, parmi lesquels un des plus gros est TotalEnergies, profitent évidemment des circonstances pour faire grimper les prix autant qu'ils le peuvent. Total possède ainsi des usines ou des participations dans la fabrication du GNL, une flotte de plus de vingt méthaniers, et en loue d'autres si nécessaire, ainsi que des usines de regazéification.

Et à côté de cela il possède des équipes de traders répartis dans plusieurs centres mondiaux, dont le rôle consiste, comme l'écrit Total, à « rediriger les cargaisons en fonction des opportunités de la demande et des prix ». Autrement dit : si ce n'est pas suffisamment cher en Allemagne, eh bien le navire de GNL est envoyé en Chine ou au Japon.

On comprend que les industriels allemands imposent à leur gouvernement de ne pas manquer de gaz. Quant à Total, comme les autres fournisseurs, il s'empiffre grâce à cette situation. Le couple franco-allemand fonctionne bien quand il n'y a aucun problème, mais en cas de difficulté c'est chacun pour soi.

André Victor



Un méthanier.

Macron-Meloni : au service de leurs maîtres

À peine la dirigeante d'extrême droite Georgia Meloni était-elle nommée cheffe du gouvernement italien, qu'Emmanuel Macron se précipitait le soir même pour aller la voir en catimini.

Pour Macron, qui s'est fait élire avec comme seul argument qu'il était l'unique rempart contre l'extrême droite, se dépêcher pour rencontrer la nouvelle dirigeante italienne était un peu inconfortable. Quant à Meloni, son électorat le plus fascisant aurait plutôt attendu qu'elle commence par recevoir des

chefs d'État comme le hongrois Viktor Orban. Et on comprend pourquoi l'un et l'autre n'ont pas cherché à faire de publicité autour de leur rencontre.

Mais la crise des prix de l'énergie en Europe et les intérêts des bourgeoisies française et italienne ont été bien plus forts que les problèmes politiques de ces

deux dirigeants. Devant le risque de coupures de gaz et d'électricité que craignent les industriels, des camps se sont formés au sein de l'Union européenne. L'Allemagne, la plus importante puissance économique du continent, s'oppose à tout plafonnement du prix du gaz. Elle a les moyens de payer toute l'énergie dont son économie aura besoin, quitte à la payer très cher. Les autres puissances, comme la France et l'Italie,

ayant moins de moyens, réclament au contraire une « solidarité » européenne pour acheter du gaz à un prix plafonné, quitte à prendre le risque que les producteurs de gaz aillent vendre leur produit plus cher ailleurs et qu'il y ait des coupures en Europe.

Alors, deux jours à peine avant l'accession de Meloni à la tête du gouvernement italien, le président du Medef, Roux de Bézieux, et son équivalent italien de la

Confindustria, Bonomi, ont publié un appel commun dans lequel ils écrivent : « Nous, le Medef et la Confindustria, appelons à un plafonnement du prix du gaz à l'échelle de l'Union européenne. » À leur manière, ils ont ainsi ordonné à Macron et à Meloni de se rencontrer, et vite, pour montrer que la France et l'Italie avaient le même point de vue : celui sur lequel leurs maîtres se sont mis d'accord.

P. R.

Contre les chômeurs : les sénateurs en rajoutent

Au moment même où l'Unédic annonce une caisse largement excédentaire, le projet de loi de Macron visant à durcir les droits des travailleurs privés d'emploi est aux mains des sénateurs.

L'excédent est en partie l'effet de la précédente réforme de l'Assurance chômage de 2019 : les allocations versées ont baissé d'environ deux milliards d'euros par an, aux dépens des chômeurs. Une autre raison est que, d'aussi loin que les salaires suivent la hausse des prix, et si mal payés que soient les emplois créés, la masse salariale a tout de même augmenté, entraînant une hausse mécanique des cotisations. Et surtout, sur les 6,5 millions d'inscrits à Pôle emploi,

seuls 2,5 millions touchent une indemnité, quand 3,6 millions y auraient droit.

Cela rend d'autant plus évident le fait que la réforme voulue par le gouvernement est une ponction sur les revenus ouvriers, destinée à atterrir dans le gros sac d'aides multiformes aux « entreprises », en réalité au grand patronat. Ce projet de loi aggrave les attaques contre les travailleurs sans emploi, en prolongeant les nouvelles règles d'attribution (avoir travaillé six mois minimum sur les

24 derniers mois) et la durée de celle-ci (deux ou trois ans selon l'âge). Il prévoit aussi de moduler ces règles en fonction du marché de l'emploi : moins de chômage se traduirait pas moins de droits pour les chômeurs, comme si ces derniers devaient se sentir coupables de se retrouver sans emploi, la double peine en quelque sorte !

Accepté par la majorité des députés, le projet de loi est à présent en discussion au Sénat, où les sénateurs LR et UDI doivent à leur image de barbons conservateurs d'en rajouter une couche. Ils exigent qu'après trois refus de proposition de CDI, le travailleur sans



RÉGIS DUVIGNAU/REUTERS

emploi perde son indemnisation. Certains insistent même pour que cela se produise après un seul refus. Et peu important évidemment les conditions proposées à l'embauche. Il faudrait aussi à certains une « sécurisation » de la modulation des règles en fonction de la conjoncture du marché du travail, et surtout, surtout, que l'abandon de poste n'ouvre pas droit à indemnisation. Il n'est pas question pour ces messieurs qu'un travailleur épuisé ou écœuré par ses conditions de travail s'en aille, tout simplement, et pire, qu'il

puisse toucher une allocation chômage.

Quant au bonus-malus censé limiter le recours abusif des employeurs aux contrats courts, il serait, lui, adouci par les sénateurs, bien dans leur rôle. Forcés de doubler Macron et le ministre Dussopt sur leur droite, ils veulent imprimer à la nouvelle loi un « caractère désincitatif », comme ils disent. Ce faisant, en durcissant davantage l'attaque contre les chômeurs, ils risquent plutôt d'inciter l'ensemble des travailleurs à réagir collectivement.

Viviane Lafont

Budget de la Sécurité sociale : tout pour les patrons

Le recours au 49.3 pour faire adopter le budget de la Sécurité sociale jeudi 20 octobre a occulté les attaques contre les travailleurs qu'il contient.

Le premier projet prévoyait ainsi de mettre en concurrence les laboratoires pharmaceutiques sur un même médicament, de n'en retenir que les moins chers et de dérembourser les autres. Mais la levée de boucliers de l'industrie du médicament a fait immédiatement enterrer cette idée. Et, en gage de bonne volonté, le ministre de la Santé François Braun a même promis de revoir à

la baisse un impôt sur la vente des médicaments remboursés.

À l'inverse, les attaques pleuvent contre les travailleurs. Ainsi le gouvernement prévoit 1,1 milliard d'économies sur le remboursement des médicaments, c'est-à-dire sur les malades les moins fortunés.

Après avoir vanté la téléconsultation, le gouvernement, qui a déjà cessé en octobre de la rembourser

à 100 %, refuse maintenant d'indemniser les arrêts maladie pris en téléconsultation s'il ne s'agit pas du médecin traitant ou d'un médecin déjà vu dans l'année. Et de ressortir le mythe de la fraude aux arrêts maladie. Mais nombre de personnes n'ont pas de médecin traitant, ne consultent que gravement malades et ont recours à la téléconsultation faute de mieux. Alors, c'est encore une manière de faire pression sur les salariés pour qu'ils ne s'arrêtent pas.

Parallèlement, le texte

s'attaque aux travailleurs de l'hôpital en interdisant l'intérim aux jeunes diplômés, et ce pendant une durée qui sera fixée prochainement par décret. Nombre d'infirmiers ou d'aides-soignants pratiquent l'intérim pour se qualifier en explorant plusieurs services et aussi pour augmenter leur salaire. Pour beaucoup de soignants, c'est aussi un remède pour fuir certains services où la charge de travail est trop lourde.

Finalement, un amendement au budget stipule que les prestations sociales hors

retraite ne pourraient plus être versées sur un compte non européen, prétendument pour lutter contre la fraude aux allocations. C'est une manière hypocrite de désigner les immigrés comme les fraudeurs et en tout cas leur compliquer la vie.

Ainsi, ce budget se résume à des cadeaux pour les patrons, un nouveau coup de rabet aux droits des assurés et à l'habituel ramassis de préjugés contre les travailleurs, particulièrement s'ils sont sans emploi ou immigrés.

Aline Urbain

Aides de l'État : les capitalistes vampirisent la société

Dix milliards d'aides aux entreprises sous forme de « garantie électricité » : c'est le nouveau cadeau que vient d'annoncer le ministre de l'Économie, pour compenser la moitié de la facture d'électricité des entreprises non éligibles au tarif réglementé, et donc au bouclier tarifaire.



Dix milliards qui viendront s'ajouter aux 157 milliards d'euros des diverses aides fournies en 2019 aux entreprises, en proportion de leur taille bien sûr, d'après une étude récemment publiée par l'IRES, un institut de recherche au service des syndicats. Cette somme colossale, équivalant à près de trois fois le budget de l'Éducation nationale, est prise sur le budget, donc sur l'argent public.

Il faut des dizaines de pages pour détailler les multiples sources qui alimentent cette marée destinée au capital. L'ensemble est très difficile à chiffrer, vu l'opacité du système. Plus de deux mille dispositifs de soutien sont mis en œuvre

pour forger cette monstrueuse galette, multipliée par au moins quinze depuis quarante ans.

La suppression du CICE, début 2019, a depuis été compensée par d'importantes exonérations pérennes de cotisations sociales patronales. Pour ne citer qu'un exemple, la cotisation versée par les patrons sur les salaires jusqu'à 2,5 smic est passée de 13 à 7 %.

Outre d'innombrables niches fiscales, de substantielles réductions d'impôts engraisent les bénéfices des capitalistes, comme celle de l'impôt sur les sociétés, passé de 50 à 25 % entre 1986 et 2022, ou celle, réclamée haut et fort par le Medef, de la contribution

sur la valeur ajoutée des entreprises. De multiples subventions directes sont versées par l'État ou les collectivités locales.

Qui paye ? La population travailleuse, dont les prélèvements obligatoires, en particulier par le biais de la TVA et de la CSG, ont crû en proportion inverse de ceux du patronat. Pour parvenir à « baisser le coût du travail », comme l'exigent les capitalistes, l'État bourgeois lui fait les poches, directement et en la privant de plus en plus de transports, d'écoles, d'hôpitaux. Arracher la perfusion qui maintient la bourgeoisie en pleine santé est vital pour la classe ouvrière.

V. L.

Total: la grande évasion fiscale

Malgré des bénéfices insensés, et sans jamais être inquiété par le fisc, non seulement Total n'a quasiment pas payé d'impôt sur les sociétés en France depuis une décennie, mais il a touché plus d'argent de l'État qu'il ne lui en a versé.

Le 21 septembre dernier, Patrick Pouyanné, dans le cadre d'une mission d'information du Parlement sur les superprofits, a osé prétendre que son groupe était « irréprochable » et « apporte une contribution comprise entre 1,6 et 1,9 milliard au budget français », sans réaction des parlementaires. Une enquête du magazine *L'Obs* épluchant les comptes du pétrolier révèle que cette somme recouvre en fait, non des impôts, mais les cotisations patronales pour 1,1 milliard, et pour 500 millions une taxe sur les dividendes qui est collectée mais non payée par Total. À ce petit jeu, il aurait pu déclarer aussi l'impôt sur le revenu prélevé à la source et payé par ses salariés.

Alors que Total a réalisé

32 milliards de bénéfices en 18 mois, il n'a payé aucun impôt sur les sociétés, donc sur ses bénéfices, en 2021 en France, pas plus qu'en 2020 et 2019. Selon le magazine, depuis 2011, la seule trace d'impôt sur le revenu serait de 160 millions en 2017 pour une centaine de milliards d'euros de bénéfices dans la décennie. Mais, comme le géant pétrolier reçoit un chèque d'environ 70 millions d'euros par an au titre du Crédit impôt recherche, sans compter le Crédit impôt compétitivité mis en place sous Hollande, il a reçu bien plus d'argent du fisc qu'il ne lui en a versé.

Pour se justifier, Pouyanné prétend que sa firme ne réalise pas de profit en France, alors qu'elle y réalise près d'un quart de son

chiffre d'affaires mondial, avec 3 500 stations-service sur le territoire national.

Mais la complicité des États envers les multinationales, et en premier lieu, celle de l'État français, fait de l'évasion fiscale un jeu d'enfant. Total possède 300 filiales dans le monde, dont de nombreuses dans des paradis fiscaux. Au travers des

« prix de transfert », les entités du groupe situées dans un paradis fiscal facturent au prix fort par exemple la vente d'essence à des stations-service situées dans des pays comme la France, où le taux d'impôt sur les bénéfices est théoriquement de 25 %. Du coup, les pays où Total réalise ses plus gros chiffres d'affaires, la France,

l'Allemagne ou la Belgique, sont ceux où le pétrolier déclare des pertes. Mais par exemple aux Émirats arabes unis, où l'impôt sur les bénéfices n'existe pas, la firme déclare près d'un milliard d'euros de bénéfices.

C'est ce qu'un capitaliste appelle être « irréprochable ».

Christian Bernac



Dans les Bouches-du-Rhône, en décembre 2021.

Gaz liquéfié: profit solidifié

Le premier bateau de croisière propulsé au gaz naturel liquéfié (GNL) construit en France a été lancé aux chantiers de Saint-Nazaire le 24 octobre. Trois autres doivent suivre et l'armateur, MSC, se targue de faire ainsi naviguer les navires les moins polluants du monde.

En termes de pollution, l'avantage du GNL par rapport au fioul est discuté et discuté. Mais en termes de financement de navires neufs son avantage est évident: l'Union européenne en général et chaque État en particulier, non contents de financer les

installations portuaires de ravitaillement en GNL, ont subventionné la construction de navires utilisant ce combustible. Les grands armateurs – MSC est désormais le premier mondial – se sont jetés sur l'occasion pour financer la modernisation de leurs flottes.

MSC, Mediterrean Shipping Company, est la propriété exclusive de la famille Aponte. Ce groupe, qui refuse de publier ses résultats, et cette famille jusque-là fort discrète viennent d'avoir les honneurs de la presse suisse, leur pays de résidence. Les Aponte seraient désormais la famille la plus riche de Suisse et, à la tête de cent milliards d'euros, pas loin du sommet du classement mondial. Comme celle des autres armateurs de haut vol, leur richesse a explosé à l'occasion de la crise du

Covid et du monopole de fait sur le transport maritime international.

Pendant la crise, grâce à une entente bien comprise avec ses pseudo-concurrents Maersk et CMA-CGM, MSC a pu profiter de prix de transport de conteneurs multipliés par dix sur les lignes océaniques. Et c'est ainsi que la famille Aponte a pu acquérir en deux ans les affaires africaines de Bolloré, une compagnie d'avions cargos de dimension mondiale, le quasi-monopole du remorquage en

Méditerranée, une troisième place mondiale dans cette activité et quelques babioles de moindre importance, tout en amassant un confortable pécule pour ses vieux jours et ses jeunes héritiers.

Cette bonne fortune familiale ne doit certainement pas tout au fait qu'un cousin, un certain Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, se trouve être le bras droit de Macron. Mais ça ne peut pas nuire.

Paul Galois

Face aux actionnaires, Mbappé "petit" joueur

Le PSG a signé un contrat de 630 millions d'euros avec Kylian Mbappé, pour le garder dans ses rangs pendant au moins deux ans.

Même s'il s'agit d'un revenu brut, le net n'étant « que » de 282 millions d'euros après déduction des versement obligatoires à l'État, cela le classe en tête des principaux footballeurs professionnels quant aux revenus touchés (salaire, primes et versements des sponsors).

Les médias se sont

précipités sur cette information pour comparer le salaire de Mbappé à celui des « pauvres » PDG qui, tel Pouyanné à la tête de TotalEnergies, ne percevraient que des misères. En effet, ce dernier n'a touché que 5,9 millions en 2021, après avoir cependant doublé son revenu par rapport à l'année précédente. Et

les plus hargneux se sont émus qu'un simple footballeur, qui plus est si jeune et originaire d'une banlieue populaire, s'enrichisse autant. Mais, même si ces sommes sont exorbitantes, ils omettent de dire que Mbappé est payé pour son talent de footballeur, alors que les PDG sont payés pour permettre aux actionnaires des groupes capitalistes de vivre de l'exploitation du travail des autres.

Les actionnaires perçoivent des sommes autrement plus importantes. Selon des chiffres cités fin août par le magazine *Challenges*, les profits du second trimestre 2022 ont été exceptionnels et les dividendes versés ont atteint des records, avec 44,3 milliards d'euros. Parmi les bénéficiaires de cette manne arrivent en tête les actionnaires de la BNP, Sanofi, Axa, LVMH. Ceux de TotalEnergies devraient toucher

10 milliards d'euros. Ces gens-là ne font rien de productif, ils se contentent de s'enrichir du travail de leurs ouvriers.

Alors, le salaire d'un Kylian Mbappé est l'arbre bien commode pour masquer la forêt des profits détournés par une minorité de parasites qui, pour conserver leurs privilèges et leurs milliards, mènent en plus la société tout entière à sa perte.

Marianne Lamiral

Crise de la pédiatrie : les enfants en danger

« Mise en danger des enfants », « retard de soins », « triage des patients par manque de place », « inaction politique irresponsable » : ce sont les termes employés dans une tribune publiée par la presse et destinée à tirer la sonnette d'alarme quant au manque de moyens pour la prise en charge des enfants malades.

Plusieurs milliers de professionnels du secteur, dont des chefs de services hospitaliers, ainsi que des parents de jeunes patients, ont signé ce texte décrivant la crise qui touche les services pédiatriques, les obligeant à hospitaliser des bébés atteints de bronchiolite à plusieurs centaines de kilomètres du domicile familial.

Un pédiatre hospitalier s'alarme : « L'hiver est devant nous, et le système est déjà au bord de l'explosion. » Il dénonce : « Ce n'est pas l'épidémie de bronchiolite, prévisible et habituelle, qui est en cause : les ressorts de cette crise sont bien plus profonds. »

En effet, ce n'est pas la première année que ces transferts de bébés, notamment depuis l'Île-de-France vers d'autres régions, ont

lieu. Cette crise est à relier à toutes celles qui ont secoué le monde hospitalier ces dernières années. En 2019, les soignants des services d'urgence, puis en 2020 ceux de tout le système hospitalier et récemment ceux de psychiatrie, entre autres, ont manifesté, fait grève et dénoncé inlassablement et ouvertement le manque de moyens.

L'étranglement financier des hôpitaux – car les budgets en hausse sont réservés aux aides aux grandes entreprises – fait des dégâts au long terme. Par ricochet, il aboutit au découragement des travailleurs hospitaliers en poste, qui démissionnent des hôpitaux publics. En effet il leur est de plus en plus compliqué de faire face aux tâches ordinaires de soins avec humanité, quand ils courent d'un patient à un

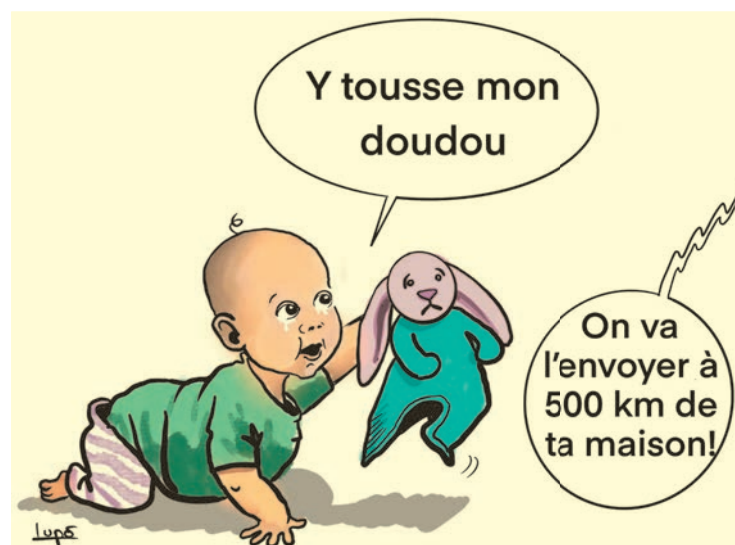
autre, qu'il manque de lits et même de matériel de base.

Les ministres de la Santé, tout en reconnaissant du bout des lèvres les difficultés impossibles à cacher des services hospitaliers, sont complètement incapables d'y faire face tant c'est tout le système qui est en faillite.

Véran, ancien ministre de la Santé et actuel porte-parole du gouvernement, a évoqué le déclenchement de « plans blancs ». Ce qui équivaldrait à réquisitionner les travailleurs des services hospitaliers de pédiatrie, les privant de repos.

La réponse de Braun, le ministre actuel, est de débloquer en urgence 150 millions d'euros pour la pédiatrie, ce qui de l'avis de tous les professionnels est bien trop peu, quand le budget général des hôpitaux prévu pour l'an prochain est annoncé en recul de 2 % compte tenu de l'inflation officielle.

Parallèlement, Braun fait la morale aux parents qui ont l'outrecuidance d'amener leur petit qui respire mal directement aux



Urgences pédiatriques, plutôt que de patienter longtemps au téléphone en faisant le 15 ou de s'adresser à un pédiatre de ville, n'existant pas dans des zones de plus en plus étendues de déserts médicaux.

Finalement, ce ministre a sorti de son chapeau des « assises de la pédiatrie » pour le printemps prochain, ce qui fait une belle jambe à ceux, soignants, parents et bébés qui sont aujourd'hui confrontés à

l'épidémie de bronchiolite. Après un Ségur, une mission flash, et une grande concertation, un chef de service résume ainsi les annonces dilatoires du gouvernement : « Ça relève presque de la provocation pour ceux qui, sur le terrain, se confrontent à cette crise. » Espérons que les hospitaliers porteront cette crise dans la rue, pour que la pression maximale s'exerce sur le gouvernement.

Lucien Déroit

Déserts médicaux : les oasis du profit

En France, au moins six millions de personnes n'ont pas de médecin traitant, les délais d'attente avant un rendez-vous s'allongent (jusqu'à six mois pour consulter un ophtalmologiste), plus de 30 % de la population vit dans un désert médical.

La désertification progresse, avec ses disparités entre d'un côté les régions comme la Côte-d'Azur, et de l'autre les campagnes et les banlieues des grandes villes. Derrière tous ces chiffres, il y a des malades qui ne se soignent pas ou ne se soignent plus.

Voilà des années qu'on parle de pénurie

de médecins et de désertification. C'est en partie l'effet du numerus clausus, la fixation d'un quota limitant chaque année le nombre d'étudiants admis à passer de première en deuxième année d'études de médecine. Instauré il y a cinquante ans, l'objectif était alors, déjà, de limiter les dépenses de santé.

C'était aussi à la demande de l'Ordre des médecins. En effet, depuis le début des années 1960, l'accès aux études médicales se démocratisant, le nombre d'étudiants augmentait. Le numerus clausus arriva à point pour limiter la concurrence, préserver les revenus des médecins installés.

Depuis, d'année en année, le numerus clausus a abouti à la situation actuelle. Certes, depuis la rentrée 2021, il est supprimé, mais pas totalement puisque les

facultés se réservent le droit de fixer le nombre de leurs étudiants. De toute manière, comme il faut dix ans pour former un médecin, ses effets continuent et continueront donc à se faire sentir.

Depuis des années, nombre de mesures incitatives ont été proposées aux jeunes médecins, telles que les aides à l'installation, la mise à disposition de locaux, la garantie de rémunération. Aujourd'hui, à l'occasion de la discussion du PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale), on est passé au coercitif. Des députés ont suggéré de restreindre le conventionnement des jeunes médecins qui voudraient s'installer dans des régions déjà bien pourvues en médecins ; d'autres ont proposé d'allonger les études d'internat de médecine générale d'une année, pendant laquelle les futurs médecins seraient incités à s'installer dans les territoires désertifiés.

Il est vrai que les étudiants en médecine

bénéficient pendant toutes leurs études de l'hôpital public, de ses infrastructures, de ses professeurs payés par l'État, bref de la collectivité. Il n'y aurait rien d'anormal à ce qu'ils lui offrent en retour le fruit des connaissances acquises en s'installant, au moins pendant quelques années, comme médecin dans les territoires où il en manque le plus.

Mais ce n'est pas le seul remède. Bien d'autres facteurs interviennent pour créer ces déserts médicaux. La médecine est de plus en plus soumise à la loi du marché. C'est en effet au titre de la rentabilité financière que des hôpitaux et des maternités disparaissent dans de nombreuses régions, comme disparaissent tous les services publics.

Sur toutes ces questions, ni le gouvernement ni les députés ne feront rien pour mobiliser des moyens afin de permettre à la population d'avoir accès aux soins.

Sophie Gargan



MARTIN BERTRAND VIE PUBLIQUE

Chine : face à la pression américaine

Le 20^e congrès du Parti communiste chinois s'est clôturé samedi 22 par la nomination sans surprise de Xi Jinping pour un troisième mandat à la tête du parti unique, de l'État et de l'armée.

Mais ce qui est notable, c'est que le congrès s'est déroulé avec, en filigrane, la pression croissante des États-Unis sur la Chine.

Ainsi, à la veille du congrès du PCC, l'équipe de Biden affirmait : « Notre priorité est de conserver notre avantage compétitif sur la Chine » ; que « La République populaire de Chine est le seul compétiteur qui a l'intention de reformater l'ordre international, et qui possède aussi, de plus en plus, le pouvoir économique, diplomatique, militaire et technologique pour parvenir à ses fins. » Le jour de l'ouverture du congrès, le 16 octobre, le *New York Times* décrivait le quasi-embargo que l'État

américain allait décréter sur la fourniture à la Chine de puces de haute technologie, de leurs composants et des technologies permettant de les fabriquer.

Cette politique de Biden est un tour de vis supplémentaire dans la politique de pressions contre la Chine développée par ses prédécesseurs. Alors que les puissances occidentales ont profité à partir des années 1990 du marché intérieur chinois qui s'ouvrait et s'élargissait, de sa main-d'œuvre sous-payée et encasernée dans les zones économiques spéciales, les États-Unis ont toujours voulu contrôler son développement, le voyant de plus en plus

comme celui d'une puissance émergente qu'il fallait brider pour qu'elle continue à servir d'abord leurs intérêts. Bush et Obama ont ainsi voulu l'endiguer, en envoyant la flotte américaine en mer de Chine et à Taïwan. Et Trump avait déclenché la guerre des tarifs douaniers. Ce qui n'a jamais empêché les médias en Occident d'inverser les rôles, en présentant la Chine comme l'agresseur.

Xi Jinping s'est appuyé lors du congrès sur les pressions américaines pour justifier auprès des Chinois sa politique plus nationaliste et plus militariste, en déclarant : « La sécurité nationale constitue le fondement du renouveau de la nation » et en laissant au second plan le développement économique. Car, sur le plan intérieur, les contradictions s'aggravent. Le régime, qui

n'est pas avare de discours sur la « fin de la pauvreté absolue », peut difficilement cacher des inégalités devenues criantes. La bourgeoisie chinoise est maintenant forte de 1 000 milliardaires et de plus de 6 millions de millionnaires en dollars. En connexion intime avec les hautes sphères de la bureaucratie, elle met la main sur une fraction croissante des richesses, alors qu'en même temps 20 % des jeunes travailleurs des villes sont au chômage et que, selon l'aveu de l'ex-Premier ministre Li Keqiang en 2020, 600 millions de Chinois doivent vivre avec moins de 150 euros par mois. Si les provinces côtières se sont bel et bien développées, autour des grandes métropoles comme Shanghai et Pékin, ce n'est pas le cas des campagnes, qui restent bien arriérées. Quant à l'avenir, il se dessine comme partout sur la planète capitaliste : sombre.

La promesse d'un avenir prospère est donc de moins en moins crédible. C'est pourquoi le pouvoir joue sur d'autres cordes. Xi Jinping s'est ainsi fait une popularité dans la lutte contre la corruption, attrapant des « mouches », des petits fonctionnaires, et des « tigres », des plus gros, faisant condamner 1,5 million de membres du parti, dont de nombreux fonctionnaires de province, ce qui lui a permis au passage

de dissoudre nombre de factions concurrentes.

Sous cet aspect, le congrès a été l'occasion pour Xi Jinping de renforcer le pouvoir de son clan, en mettant en scène la sortie, forcée et sous les caméras, de Hu Jintao, président de la République populaire de Chine entre 2003 et 2013. Xi Jinping avait auparavant critiqué les directions précédentes du parti, jugées trop laxistes avec les puissances et les entreprises occidentales. Il a remplacé par des proches dans les instances dirigeantes les hommes liés à ces équipes passées, ce qui fait dire à la presse occidentale que des « faucons », des va-t-en-guerre dans la question de Taïwan, sont désormais aux postes de commande. Ce qui est certain, c'est que le pouvoir chinois utilise surtout cette question pour jouer sur la corde nationaliste et tenter d'enrégimenter la population.

Le « socialisme aux caractéristiques chinoises », en réalité le capitalisme à la chinoise, ne présente pas plus d'avenir pour les travailleurs et les plus pauvres de Chine que le capitalisme à l'occidentale. Mais il représente pour l'impérialisme occidental un concurrent qu'il faut au moins contenir, sinon réduire. Et, d'expérience, on sait qu'il ne recule pas devant les moyens.

Serge Benham



Entraînement militaire américain en mer des Philippines. / Défilé de missiles balistiques intercontinentaux en Chine.

Soudan : contre la dictature, pour les droits des femmes

Amal, une femme de 20 ans, soupçonnée d'adultère, a été condamnée par un tribunal soudanais à être lapidée. Ce châtiment barbare et monstrueux, en application de la charia, avait été inscrit dans le Code pénal soudanais sous le régime islamiste du dictateur Omar el-Bechir en 1991.

La peine n'avait pas été prononcée depuis neuf ans et ce verdict traduit le retour en force des partisans du dictateur déchu.

Les femmes se trouvaient au premier rang des manifestations qui avaient renversé Omar el-Bechir en avril 2019. Le programme des Forces pour la liberté et le changement, qui entendaient représenter le mouvement, prévoyait une certaine libéralisation de leur sort. Dans un premier

temps, quelques lois avançant timidement dans ce sens furent prises. Cela n'allait pas plus loin que le droit de porter un pantalon ou de danser avec les hommes, mais les dirigeants du mouvement laissaient entendre que ce n'était qu'un début. Ils partageaient alors le gouvernement avec les chefs de l'armée, faisant oublier que, derrière cette façade, les militaires gardaient le pouvoir réel entre leurs mains. Le 25 octobre 2021, lorsque

ceux-ci mirent fin à la comédie et jetèrent en prison les ministres de la veille, il en fut alors du droit des femmes comme du reste : on revint vers la dictature précédente.

Depuis cette date, les chefs de l'armée au pouvoir s'appuient sur les cadres intégristes du régime d'Omar el-Bechir pour s'opposer au mouvement populaire. Ils les ont tirés de prison et leur ont permis de reprendre leur place dans l'appareil judiciaire et répressif.

Aujourd'hui, une nouvelle police des mœurs sévit à nouveau et les femmes peuplent les prisons, arrêtées et jugées sous prétexte d'atteinte à l'ordre



Manifestation en 2019.

moral, condamnées parfois à des peines monstrueuses, comme celle qui frappe Amal.

Mais, comme sous Omar el-Bechir, les femmes sont aussi à la tête du combat, dans les comités de

résistance populaire qui continuent à animer la lutte et organisent les manifestations pour marquer le premier anniversaire du coup d'État et exiger le départ des militaires.

Daniel Mescla

Ukraine : au-delà de l'enjeu nucléaire

Subissant des coupures de courant « massives », selon le président Zelensky, l'Ukraine serait dans une « situation critique » à l'approche de l'hiver, du fait des récentes frappes russes qui ont détruit un tiers des centrales électriques et hydrauliques du pays.

Des quartiers entiers de Kiev, de Kharkiv, la seconde ville du pays, ou encore la ville de Jytomyr, sont privés d'électricité, parfois d'eau aussi. Et les bombardements autour de la centrale de Zaporijia, récurrents depuis des mois, aggravent cette menace, quand on sait que cette centrale nucléaire, la plus grande d'Europe, couvre à elle seule 20 % des besoins en électricité du pays. On atteint près de 50 % en y ajoutant trois autres centrales nucléaires en activité, celles d'Ukraine du sud,

près de Mikolaïv (Nikolaïev), de Rivne (Rovno) et de Khmel'nitski. Celle, tristement célèbre, de Tchernobyl est à l'arrêt.

Régulièrement, les médias français et occidentaux font état d'un risque de catastrophe nucléaire de grande ampleur si un ou plusieurs missiles venaient à frapper le cœur de ces centrales, en traversant leur « blindage » dont on nous dit aussi qu'il devrait résister à un tel choc. Personne n'a évidemment envie de le vérifier!

Ce dont les médias d'ici

parlent moins, c'est des énormes enjeux politiques et stratégiques dont ces centrales font l'objet.

Construites du temps de l'Union soviétique selon la technologie dite à eau pressurisée, elles ne sont pas toutes d'un modèle aussi ancien qu'à Tchernobyl. Certaines, Khmel'nitski 4 et Rovno 2, ont été mises en service en 2005 et 2006, sur la base d'une coopération qui se poursuivait entre l'Ukraine, utilisatrice, et la Russie, pourvoyeuse de la technologie et du combustible nucléaire. Elle assurait en outre leur maintenance ainsi que le retraitement des déchets.

Or, après les « événements » du Maïdan qui firent que le pouvoir bascula du côté occidental en 2014, la situation du nucléaire ukrainien changea radicalement. Le géant américain Westinghouse, qui avait cherché à s'imposer dans la foulée de la « révolution orange » pro-occidentale de 2004, revint à la charge. Malgré des échecs sérieux dans l'approvisionnement en combustible compatible durant la période précédente, ce qui endommagea par exemple le cœur d'un réacteur de la centrale d'Ukraine du sud, Westinghouse eut carte blanche.

Le régime ukrainien n'ayant rien à refuser à son tuteur américain, ce groupe avait mis la main sur le nucléaire ukrainien et était censé l'approvisionner, entretenir des centrales comme Zaporijia, avec la perspective alléchante d'en construire de nouvelles, ainsi qu'une usine de retraitement.

Las, Westinghouse, qui avait les yeux plus gros que le ventre, n'arrivait pas à tenir ses promesses. À tel point qu'en 2019 encore Kiev continuait de s'approvisionner en Russie pour le combustible, et que son réseau électrique dut rester connecté à celui de la Russie et de la Biélorussie pratiquement jusqu'au début de cette guerre.

Un des enjeux des bombardements russes mais aussi ukrainiens autour de Zaporijia a été de contrôler un élément de la filière nucléaire, décisive à plusieurs titres.

D'abord d'un point de vue que l'on ose à peine dire civil. Il s'agit en effet de savoir qui aura la main sur l'interrupteur, donc quelles portions de territoire, quelles populations auront de l'électricité. D'où les bombardements ukrainiens sur les lignes à haute tension qui filent vers l'est de l'Ukraine, que tient

l'armée russe. D'où ceux de la Russie sur les installations distribuant le courant dans le camp adverse.

Mais derrière cela se profile un autre enjeu de taille : savoir si l'Ukraine, devenue un État allié de l'OTAN, pourra ou pas se servir des installations et de la technologie russes pour se doter de l'arme atomique. Savoir aussi si des trusts, tel Westinghouse, s'empareront définitivement de ce marché civil et militaire géant.

Selon les experts, ce n'est pas encore fait. Cela pose encore d'énormes problèmes techniques et logistiques, même si l'Ukraine de Zelensky a ouvert un boulevard aux trusts occidentaux, et pas seulement dans le nucléaire, en renonçant à ce que l'Union européenne dénonçait comme des mesures protectionnistes. En clair, en livrant ses industries et leurs salariés au grand capital, celui des grands groupes internationaux. C'est aussi pour faire place nette devant leurs appétits que, par dizaines de milliers, tombent depuis des mois civils et militaires côté du ukrainien, et soldats mobilisés ou pas du côté russe.

Pierre Laffitte



Centrale de Zaporijia.

Tchad : massacre couvert par l'impérialisme français

Cinquante morts et plus de 300 blessés, tel est le bilan officiel, largement minoré, de la répression des manifestations qui ont eu lieu jeudi 20 octobre au Tchad.

Les partis d'opposition avaient appelé ce jour-là à protester dans la rue contre le maintien au pouvoir de Mahamat Idriss Deby Itno, le fils du précédent dictateur, et le report à une date indéterminée des élections initialement prévues avant la fin octobre.

Mahamat Deby s'est propulsé au pouvoir à la tête d'une junte militaire à la mort de son père en avril 2021. Pendant des mois il a joué le cinéma d'un « dialogue national inclusif et souverain », qui devait théoriquement accoucher d'une nouvelle Constitution. Un certain nombre de partis d'opposition et de groupes armés rebelles y ont vu une occasion d'accéder à la mangeoire gouvernementale. Mais d'autres, comme la principale plateforme

d'opposition Wakid Tama, ont flairé là un piège destiné à couvrir le maintien au pouvoir des militaires. Ce sont eux qui ont appelé aux manifestations.

L'accession au pouvoir de Mahamat Deby avait été largement saluée par Emmanuel Macron, qui avait fait mine de prêter crédit à ses promesses de rendre le pouvoir aux civils. Le président français s'était rendu aux obsèques d'Idriss Deby père pour introniser son fils. Après s'être incliné devant la dépouille de ce dictateur sanglant, il avait déclaré : « La France ne laissera personne remettre en question l'intégrité et la stabilité du Tchad. »

Cette stabilité rime aujourd'hui avec un massacre sanglant, mais peu importe aux dirigeants français. En



N'Djamena, le 20 octobre.

effet, depuis des dizaines d'années, les dictateurs du Tchad ont été la clef de voûte, sur le plan militaire, de l'influence française dans la région. La soldatesque qui compose l'armée tchadienne a été appelée à l'aide par Paris au Mali comme en Centrafrique. Elle s'y est livrée contre les habitants à des violences qui n'ont d'égal que celles qu'elle exerce au Tchad même contre la

population. Le clan de la famille Déby s'est maintenu depuis des dizaines d'années au pouvoir grâce à l'aide de la France. Celle-ci est intervenue plusieurs fois militairement pour lui sauver la mise et conserve une base à N'Djamena, la capitale. Sa famille et ses obligés s'enrichissent en détournant les maigres richesses du pays, notamment la rente pétrolière.

Paris a ses bons et ses mauvais putschistes au Sahel. Ceux du Mali, qui ont forcé les troupes françaises à décamper, sont accusés des pires maux, tandis que ceux du Tchad ont droit à toutes les indulgences. La « démocratie » dont se gargarise Macron n'a rien à voir là-dedans, seuls comptent les intérêts de l'impérialisme français.

Daniel Mescla

Italie, octobre 1922: la Marche sur Rome, parodie de révolution et coup d'État

Cet article est extrait du journal de nos camarades de L'Internazionale (Italie - UCI)

À cent ans de distance, c'est paradoxalement l'antifascisme « officiel » qui avale l'image que le fascisme se forgea en octobre 1922 avec la Marche sur Rome, une mise en scène que la machine propagandiste fasciste présenta comme une rupture révolutionnaire. Mais cette « révolution fasciste » n'a existé que dans les élucubrations de Mussolini et de ses innombrables serviteurs politiques et intellectuels.

Les reconstructions historiques qui circulent ces jours-ci dans les médias passent sous silence le contexte dans lequel s'inscrivit le fascisme: la réaction des classes dominantes contre le puissant courant révolutionnaire qui secoua le prolétariat de toute l'Europe. Dans ce contexte, le fascisme était une des réponses possibles pour la classe dominante. L'urgence était la même en Italie et dans les autres pays: empêcher les idées communistes de se diffuser et de conquérir la majorité des travailleurs. L'immense popularité de la révolution russe de 1917 augmentait le prestige de cette fraction du mouvement socialiste, minoritaire au début de la guerre, qui avait défendu, comme l'avait fait Lénine, les positions internationalistes et dénoncé le caractère impérialiste de la Première Guerre mondiale. Il fallait

empêcher ces courants, qui allaient s'organiser en partis communistes, de gagner le cœur et l'esprit de la majorité des travailleurs. Sur cet objectif, tous les partis de la bourgeoisie étaient d'accord.

Deux années de violences impunies des bandes fascistes

La Marche sur Rome couronnait deux années de violences des bandes fascistes contre les organisations ouvrières. Cette contre-révolution sociale était appuyée, organisée, financée par les classes possédantes, contre un mouvement ouvrier qui se faisait de plus en plus menaçant, au point de remettre en cause les bases mêmes de l'organisation capitaliste. Ce n'est pas un hasard si la défaite du mouvement d'occupation des usines, fin 1920, marqua le début de l'escalade des agressions fascistes.

Les institutions de l'État libéral furent largement complices de ces violences. On peut en dire autant des hiérarchies catholiques. L'historien anglais John Whittam, dans un livre paru en 1977 consacré à l'histoire de l'armée italienne, écrit: « Les succès du fascisme en 1921-1922 ne sont pas un phénomène mystérieux. Capitalistes et agrariens fournirent l'argent mais, comme le succès du fascisme dépendait essentiellement de la puissance

de feu et de la mobilité, l'appui des autorités militaires fut d'une importance fondamentale. [...] La contribution des autorités publiques – préfets, juges, police – consista en une neutralité bienveillante envers le fascisme [...]. La décision de Giolitti d'inclure les fascistes dans son bloc national pour les élections de 1921, associée à l'appui tacite du Vatican à cette croisade antimarxiste, apportèrent à la violence fasciste une aura de respectabilité. »

On peut se faire une idée de la liberté d'action des fascistes en revenant en chiffres sur les exactions commises pour la seule année 1921: 17 journaux et typographies, 59 maisons du peuple, 119 Bourses du travail, 107 coopératives, 83 Ligues paysannes, 8 sociétés mutuelles, 141 sections socialistes et communistes, 100 cercles culturels, 10 bibliothèques populaires et théâtres, une université populaire, 28 syndicats ouvriers, 53 cercles ouvriers récréatifs. Un total de 726 sièges détruits! Et on compte plusieurs centaines de morts parmi les militants du mouvement ouvrier.

La Marche sur Rome

La défaite de la grève générale d'août 1922, appelée par les syndicats pour s'opposer aux violences fascistes, confirma à Mussolini et aux siens que plus rien ne s'opposait à l'instauration d'un gouvernement fasciste, qui bénéficiait de la protection des autorités.

La Marche sur Rome fut annoncée les jours précédents. La question se posait désormais ouvertement d'en finir avec les vieux dirigeants libéraux qui ralentissaient la transformation de l'État en un instrument plus adapté aux nécessités de l'heure de la classe dominante. On pouvait encore les utiliser comme des éléments de décoration agrémentant un nouveau gouvernement à direction fasciste. Le poids des industriels dans la farce révolutionnaire jouée par le parti fasciste est indiscutable. À la veille de la Marche, Mussolini rencontra à Milan le président du syndicat patronal Confindustria, Gino Olivetti, pour discuter de la physionomie



La Marche sur Rome: la bourgeoisie porte Mussolini au pouvoir.

du nouveau gouvernement.

Le gouvernement de Luigi Facta, qui avait déjà annoncé sa démission, proclama l'état de siège dans la capitale. Le matin du 28 octobre, la rumeur se répandit que l'armée se préparait à prendre le contrôle de Rome pour la défense de l'attaque fasciste. Mussolini, en sécurité à Milan, à deux pas de la frontière suisse, hésitait sur la conduite à suivre, mais le roi le tira d'embarras en refusant de signer l'état de siège.

Alors que les fascistes paradaient dans la capitale, Mussolini arriva en train à Rome le 30 octobre et reçut du roi Victor-Emmanuel III la charge de former le nouveau gouvernement. L'armée, en état d'alerte les jours précédents, forte de 280 000 hommes et d'une artillerie lourde, ne tira pas un coup de feu. Voilà ce que fut la « révolution » des fascistes. Pendant ce temps, dans les autres villes italiennes, les groupes armés fascistes prenaient définitivement possession des administrations locales avec l'accord des préfets.

Vers la dictature

Le nouveau gouvernement ne fut pas exclusivement fasciste. Des dirigeants libéraux et du Parti populaire y furent appelés et les Assemblées votèrent à une très grande majorité en faveur du gouvernement Mussolini: 429 oui, 116 non et 7 abstentions à la Chambre des députés. Tous les partis de la bourgeoisie, y compris le Parti populaire catholique, durent convenir que pour défendre le système capitaliste du « péril rouge », les méthodes fascistes étaient les meilleures. Et si certains d'entre eux espéraient pouvoir se défaire de cette alliance avec le fascisme, une fois le sort

des socialistes et surtout des communistes réglé, il en alla tout autrement.

Malgré la répression, quelques espaces légaux demeurèrent ouverts aux organisations ouvrières, au moins jusqu'en 1924, année de l'assassinat du député socialiste Matteotti par des fascistes. L'émotion suscitée par ce énième crime ouvrit une grave crise politique au sein même du parti fasciste. Mais pas plus qu'auparavant, les directions socialiste et syndicales ne voulurent prendre la direction d'une lutte décidée. Les préjugés « démocratiques », le respect d'institutions pourtant ouvertement complices des assassins fascistes, contribuèrent largement à désorienter et désarmer la classe ouvrière. Quant au jeune Parti communiste, il n'avait ni la force ni l'influence pour changer significativement le rapport de force.

Une fois surmontée la crise Matteotti, le gouvernement accéléra son évolution vers la forme dictatoriale avec les « lois fascistissimes » prises entre 1925 et 1926. En même temps, Mussolini abandonna les slogans « révolutionnaires » et les revendications républicaines, anticléricales et « prolétariennes », avec lesquelles il avait cherché à tromper les couches populaires les premières années du mouvement fasciste. Les dirigeants de la grande bourgeoisie, qui avaient autrefois soutenu avec conviction les institutions démocratiques, siégeaient désormais au Grand conseil du fascisme, au Sénat et dans les différentes corporations et, pendant plus de vingt ans, le régime fasciste fut le plus fidèle et zélé serviteur de la grande bourgeoisie italienne.

L'Internazionale



L'offensive ouvrière de 1920: l'usine Pignone de Florence occupée.

Après le 18 octobre : préparer une lutte d'ensemble

Le 18 octobre, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève et manifesté dans tout le pays contre les bas salaires et l'inflation. Cette journée appelée par les syndicats s'inscrivait dans le contexte de la grève des travailleurs de TotalEnergies et d'ExxonMobil.

Depuis environ trois semaines, ceux-ci menaient un bras de fer avec leurs patrons qui refusaient d'augmenter leurs salaires de plus de 5%. Grand patronat et gouvernement ont fait bloc derrière ces deux groupes pour que les salaires augmentent le moins possible, car ils savent que, si un grand groupe cède, cela sera un exemple pour tous les travailleurs.

Dans le bras de fer entre les raffineurs entrés en grève et leurs patrons aux profits record, un certain nombre de militants et de travailleurs ont bien mesuré que même si l'argent existe, il va falloir un combat déterminé et général de la classe ouvrière pour obtenir les hausses de salaire nécessaires. Les travailleurs d'un seul secteur ne pourront pas obtenir réellement

gain de cause. C'est la contagion du mouvement, sur des revendications communes à tous les secteurs, qui pourrait commencer à renverser le rapport de force avec le patronat.

Pour qu'un tel mouvement existe, il est nécessaire que dès maintenant, les discussions aient lieu dans les ateliers, les bureaux, les services. Quelles revendications véritables les travailleurs devront-ils mettre en avant? Des augmentations en pourcentage qui favorisent les plus hauts salaires ou des augmentations uniformes qui parlent à tous? Il est nécessaire



aussi de réfléchir collectivement aux formes de lutte. Comment les travailleurs peuvent-ils garder le contrôle de leur mouvement? Comment construire des comités de grève, des

assemblées générales souveraines, pour que ceux qui luttent décident jusqu'au bout? Et, fondamentalement, comment faire pour entraîner dans la lutte ceux qui hésitent?

Toutes ces questions sont légitimes et vitales pour que la classe ouvrière se prépare à un bras de fer victorieux contre le patronat et le gouvernement à son service. Car il faudra bien plus que quelques journées de grève comme en propose la CGT, pour les contraindre.

Toujours est-il que les prochaines journées appelées par la CGT, le 27 octobre et le 10 novembre, peuvent être des étapes dans cette mobilisation, si les travailleurs conscients s'en servent pour préparer un mouvement général du monde travail.

Charles Legoda

Anthony Smith : sanction annulée

Le 23 octobre le tribunal administratif de Nancy a annulé l'arrêté de déplacement d'office pris à l'encontre de l'inspecteur du travail Anthony Smith. Il va pouvoir demander sa réintégration dans son département d'origine.

Lors de la première vague de Covid au printemps 2020, alors que le pays était confiné, en poste dans la Marne il avait demandé en référé qu'une association employant des aides à domicile adopte des mesures de protection pour ses salariés (fourniture

de gel, de masques, etc.) Il n'avait fait que son travail, qui consiste notamment à contrôler que les employeurs garantissent la santé de leurs salariés dans le cadre de leur activité professionnelle.

Mais la politique du gouvernement était alors

de remettre les salariés au travail au plus vite, quels que soient les risques encourus, à un moment où on manquait de tout pour se protéger contre le virus. Anthony Smith avait immédiatement été mis à pied par sa direction avec le soutien de la ministre du travail d'alors, Muriel Pénicaud. Elisabeth Borne, qui lui a succédé au ministère du Travail, a ensuite transformé cette sanction en une mutation

dans un autre département. C'est cette mutation qui vient d'être annulée, grâce à deux ans et demi de mobilisation.

Cela contribue aussi à s'opposer à la volonté du gouvernement de limiter le rôle de l'inspection du travail. Cette année, des dizaines de postes ont été supprimés, laissant les mains encore plus libres au patronat.

Correspondant LO

Toyota - Onnaing : bénéfices et exploitation record

L'an dernier, Toyota a réalisé le bénéfice record de 20,7 milliards d'euros. Cette année Toyota table sur 17,4 milliards.



La première source d'enrichissement, comme pour tous les capitalistes, est l'exploitation du travail, le vol de la plus-value réalisée par les travailleurs qui fabriquent les voitures: pas de doute, l'exploitation a augmenté! De plus, comme

tous les constructeurs automobiles, Toyota a profité de l'argent public, entre autres, pour financer les aléas de production grâce au chômage partiel. Et, comme tous les capitalistes, Toyota organise la pénurie: six à neuf mois pour recevoir

une voiture neuve... et l'augmentation des prix, plus de 1000 euros supplémentaires sur une Toyota Yaris!

Et chaque année, par un artifice comptable, pour ne pas payer d'impôts et ne pas verser de prime de participation, l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, est déclarée en déficit! Pourtant, l'an dernier, à l'échelle du groupe, le bénéfice moyen par véhicule s'est monté à 2435 euros. À Onnaing, avec 197 000 voitures assemblées, le bénéfice de l'usine (TMMF) serait donc plutôt de 479 millions d'euros! Avec 5 000 travailleurs dans l'usine, en CDI, CDD, contrats pro, intérimaires et sous-traitants, chacun a produit en moyenne 96 000 euros de bénéfice annuel, soit quatre à cinq fois le salaire d'un

ouvrier, primes comprises!

Alors, pour augmenter la plus-value, Toyota rallonge le temps de travail, accélère les cadences, aggrave l'exploitation. Depuis le retour des congés d'été, c'est le festival: heures supplémentaires, samedis, dimanches de nuit, un jour férié et semaine entre Noël et Nouvel An travaillés... Les cadences sont de plus en plus insupportables physiquement: 1200 voitures chaque jour, une voiture toutes les 58 secondes. Chaque ouvrier sur la chaîne d'assemblage doit faire dix, quinze, parfois vingt opérations différentes en 58 secondes! Les articulations, tendons et muscles ne tiennent pas.

L'hiver dernier, puis au printemps, des travailleurs ont débrayé et fait grève pour l'augmentation des

salaires. Ceux de la Maintenance ont obtenu des augmentations mensuelles de 250 euros brut.

Ailleurs dans l'usine, au printemps, plusieurs centaines de travailleurs ont démarré des débrayages, sans directives syndicales, et même contre l'avis de certains syndicats. Depuis septembre encore, des minorités de travailleurs se sont emparées des journées appelées par les syndicats pour faire grève pour les salaires.

Ces travailleurs montrent la voie: pour défendre nos salaires, nos conditions de travail, il n'y aura que le rapport de force qui comptera. C'est nos salaires, nos conditions de travail, ou leurs profits!

Correspondant LO

CGT – PSA Poissy : pour la démocratie ouvrière

Jeudi 20 octobre, 550 personnes selon la police, essentiellement des militants CGT, sont venues soutenir la CGT historique de PSA-Poissy devant le tribunal de Bobigny.

Les militants de la CGT PSA Poissy étaient assignés ce jour-là devant le tribunal, à la demande la fédération de la métallurgie CGT. Elle demandait que le tribunal leur interdise de se réclamer de la CGT ou d'utiliser son logo, sous peine d'une astreinte financière de 1 000 euros par infraction constatée. Comme n'importe quel patron, la Fédération de la Métallurgie avait, juste avant les congés d'été, fait envoyer des huissiers de justice au domicile privé des militants pour les assigner.

Cet épisode est la suite d'une série d'attaques de la part de la fédération CGT pour exclure la CGT historique de l'usine de PSA à Poissy et la remplacer par une nouvelle, créée artificiellement qui sera entièrement docile vis-à-vis de sa politique.

Pendant plus de deux heures, trente militants, venus de tout le pays, se sont succédé au micro : militants des autres usines du groupe

PSA, qui ont raconté les liens de confiance nés de plusieurs années de travail en commun avec la CGT de Poissy ; responsables de syndicats ou d'unions locales CGT, « dégoûtés » de voir un syndicat particulièrement actif et combatif se faire jeter dehors par des bureaucrates « qui n'ont pas vu un bulletin de syndicalisation depuis des années » ; militants de l'automobile (Renault, Toyota), venus dire qu'au moment où se préparent les grandes attaques contre les travailleurs, et, peut-être, des ripostes ouvrières, l'heure n'est pas à la division et aux exclusions mais à l'unité et à la démocratie ouvrière.

Car au-delà de la démocratie au sein même des organisations syndicales, c'est la question du contrôle des travailleurs sur leurs propres luttes qui se pose, comme l'a expliqué notre camarade Nathalie Arthaud, venue elle aussi exprimer sa solidarité. « Si on



Jean-Pierre Mercier et Farid Borsali (secrétaire du syndicat historique) au rassemblement.

ne veut pas se faire brader nos luttes, que faut-il faire ? Il faut imposer la démocratie, la démocratie à la base, c'est-à-dire le pouvoir des grévistes eux-mêmes, le contrôle des grévistes eux-mêmes sur leur mouvement. »

Pour ce qui concerne les organisations politiques, le NPA et Révolution permanente sont également venus marquer leur soutien. La France insoumise et le Parti communiste ont, eux, brillé par leur absence.

Ce rassemblement a montré qu'au sein même de la CGT, de nombreux militants,

sur le terrain, « ceux qui ont dans leurs tripes la lutte de classe », n'acceptent pas les méthodes bureaucratiques de la direction du syndicat. « Nous sommes là, debout, et si demain vous décidez de nous enlever l'étiquette CGT, ce n'est pas grave ! Parce qu'on sera toujours dans les ateliers, toujours dans les luttes ! », a ainsi déclaré le délégué syndical central adjoint de la CGT du groupe, Cédric Brun de PSA Valenciennes.

« Ce n'est pas que l'affaire de la CGT PSA-Poissy, a conclu Jean-Pierre Mercier

à la tribune. C'est l'affaire de tous les syndicats de base de la CGT contre les bureaucrates de Montreuil. Ils veulent reprendre la main sur les syndicats. Mais à l'usine, on se fait commander par les chefs ; à l'extérieur, on se fait commander par les flics, par les juges, par le gouvernement... S'il y a un endroit où, nous les travailleurs, on doit commander, c'est dans nos syndicats d'entreprise ! ».

L'affaire a été jugée et le délibéré sera rendu le 8 décembre prochain.

Correspondant LO

Continental – Sarreguemines : grève et coup de colère salutaires

Du lundi 17 au jeudi 20 octobre, l'usine de pneumatiques Continental à Sarreguemines, en Moselle, qui compte 1 600 salariés, a été paralysée par la grève unanime des travailleurs.

La grève a démarré spontanément lundi 17 à 21 heures, quand les travailleurs ont appris ce qui était sorti de la réunion entre direction et syndicats à propos des augmentations de salaire : 0% et une prime de 500 euros. Une centaine de travailleurs sont alors restés toute la nuit devant les portes de l'usine pour attendre leurs camarades de l'équipe du matin, qui les ont rejoints dans la grève.

Puis l'équipe d'après-midi a, à son tour, pris le chemin de la grève. Cette unanimité a montré la force collective des travailleurs.

Mardi 18 à midi, les syndicats (CFTC, CGT, CFDT, CFE-CGC) ont tenu une assemblée devant les grévistes présents sur le parking de l'usine pour relayer un premier recul de la direction : 2,3% d'augmentation. L'annonce a été suivie d'un grand silence, avant

d'être sifflée, tandis que la suppression de la prime de 500 euros, proposée la veille, était ressentie comme une nouvelle provocation. Le directeur a tenté pendant un jour et demi de convaincre les travailleurs d'accepter ses 2,3%, en organisant cinq réunions successives sur les trois postes. Mais les travailleurs étaient déterminés à poursuivre leur grève.

Mercredi 19 octobre au matin, le directeur est venu une dernière fois sur le parking : les travailleurs étaient de plus en plus en colère et ont pris à partie les syndicats. De façon

bien significative, c'est le directeur lui-même qui a pris la défense des syndicats contre les travailleurs ulcérés. Dès lors, le directeur n'est plus sorti. Et la grève a continué, toujours massive et unanime.

Sentant qu'ils risquaient de se couper profondément des travailleurs et que la grève pouvait leur échapper, les dirigeants syndicaux ont alors envoyé leurs délégués de base relayer le principe d'une augmentation la plus modeste possible, prétendant que c'était la revendication du poste précédent ou de l'atelier voisin. Puis, dans la soirée, ils se sont excusés publiquement pour dire qu'ils n'avaient pas été à la hauteur... tout en préparant leur mauvais coup du lendemain.

En effet, jeudi 20 octobre à 9h30, les dirigeants syndicaux ont annoncé aux grévistes que la direction cérait une augmentation de 4% et qu'il fallait reprendre le travail dès 11 heures. Ils ont pu ainsi profiter du fait

qu'il n'y avait ni assemblée générale des travailleurs eux-mêmes, ni vote, pour imposer cela sans discussion. Cet ordre a été suivi de la rentrée dans l'usine de tous les responsables syndicaux bien avant 11 heures. Cela a mis fin à la grève, malgré le fait qu'un certain nombre de travailleurs ont manifesté leur mécontentement en restant en grève jusqu'en fin de poste.

Cette grève massive a permis d'obtenir une augmentation de salaire que la direction n'avait certainement pas prévue. Les travailleurs sont fiers d'avoir réagi collectivement et ainsi montré leur force. Depuis, les discussions vont bon train avec le sentiment bien présent chez les travailleurs qu'il faudra remettre ça. Même s'il reste à trouver le chemin pour que, les prochaines fois, les travailleurs décident eux-mêmes de leurs revendications et de leur lutte.

Correspondant LO



L'Oréal : pour l'augmentation des salaires !

Vendredi 21 octobre, 200 grévistes environ se sont réunis devant le siège de L'Oréal à Clichy en région parisienne, à l'appel de la CGT, pour l'augmentation des salaires.

Ce rassemblement a été ressenti comme une réussite : cela faisait des années qu'il n'y avait plus eu de mobilisation sur les salaires. Il y avait des délégations venues des usines, des centrales d'expédition, des sites administratifs, de la

recherche. L'augmentation de début d'année, qui était de 2,6% avec un minimum de 100 euros, a été largement emportée du fait de la flambée des prix de l'alimentation, de l'énergie, de l'essence, etc.

Vendredi 21 octobre

devait avoir lieu la troisième réunion sur les salaires, réunions que la direction considère comme participant des NAO (négociation annuelle obligatoire) anticipées pour 2023. La majorité des salariés refusent de l'envisager ainsi car ils veulent d'abord qu'on rattrape les salaires de 2022. À L'Oréal SA (plus de 6000 salariés, essentiellement techniciens et cadres) par

exemple, les salaires de base des non-cadres ont augmenté en moyenne de 4% au 31 août. Si on ajoute celles des cadres, l'augmentation moyenne passe à 4,9%. L'ensemble des salariés continue donc de s'appauvrir.

Le rassemblement a été très vivant, avec des slogans comme « *L'argent dans nos salaires, pas aux actionnaires* », « *De l'argent il y en a dans les caisses de L'Oréal* ». Quand, au final, la direction a refusé d'augmenter les salaires pour 2022 et a annoncé une prime gilets jaunes de 1000 euros, cela a été une explosion d'indignation. Tout le monde criait : « *Retournez-y* » ; « *150 euros pour 2022* » ! L'argent déborde des caisses de cette entreprise du CAC40. Les profits ont été de 4,6 milliards fin 2021 et déjà de 3,22 milliards pour les six premiers mois de l'année. Les invectives allaient

vers les gros actionnaires qui se gavent sans limites et qui ont utilisé 1,1 milliard des caisses de l'entreprise pour racheter des actions, les détruire et augmenter encore plus leur richesse.

La direction a aussi décidé dès maintenant de l'augmentation pour 2023 : 3,6% avec un minimum de 120 euros et une prime gilets jaunes de 1000 euros. Mais, tout le monde sait déjà que cela ne suffira pas, car les prix vont continuer de grimper. Plusieurs salariés voulaient monter voir pour lui dire en face que ce n'est qu'un début. Les prochains jours seront dédiés à discuter entre salariés de tous les sites. En effet, il faudra être plus nombreux à se mobiliser partout, pour obtenir les centaines d'euros en plus qu'il manque sur les salaires de 2022.

Correspondant LO



À Vichy aussi, les salariés de L'Oréal mobilisés pour les salaires, le 21 octobre.

Airbus – Toulouse : trois jours de grève

La chaîne de montage de l'A320 est réputée la plus pénible à Airbus Toulouse : heures supplémentaires à gogo, augmentation des rythmes de travail, travail du samedi, sous-effectif.

Les salaires et les conditions de travail sont tels que beaucoup d'intérimaires ne vont pas au bout de leur contrat ou refusent l'embauche. Aussi, estimant la coupe bien pleine et profitant de la journée de grève nationale du mardi 18 octobre, une trentaine de travailleurs de la chaîne se sont retrouvés à 6h30 à la prise de poste et se sont déclarés en grève. Deux postes ont été complètement à l'arrêt. L'équipe d'après-midi est arrivée et les grévistes du matin sont restés à leurs côtés pour faire le tour de toutes les chaînes. Les grévistes de l'équipe

d'après-midi ont passé le relais à ceux de la nuit qui ont fait de même le lendemain. Et mercredi 19 octobre, une dizaine de travailleurs supplémentaires se sont rajoutés aux grévistes de l'équipe du matin.

La grève a duré trois jours. Environ 90 salariés ont été grévistes et sont allés discuter sur les autres chaînes de montage. Mais le tir de barrage de la hiérarchie et de certains délégués FO a été le plus fort malgré la sympathie pour le mouvement des grévistes de l'A320.

L'assemblée des grévistes

a décidé de rédiger un tract intitulé « *Les salariés de l'A320 s'adressent à vous* », reprenant les revendications définies par les grévistes et communes à tous les ouvriers des chaînes : 10% d'augmentation générale pour faire comme les raffineries, abandon de l'annualisation du temps de travail, retour de l'horaire variable, reconnaissance financière de l'expérience, des moyens exceptionnels pour renouveler le matériel et la création de salles de pause. Le tract a été distribué par les grévistes et appelait à une assemblée générale le lendemain.

Ce jour-là, les grévistes sont allés rencontrer les ouvriers des salles de peinture en grève il y a quelques mois,

ainsi que ceux d'un poste de la chaîne A350. Les discussions ont été très fraternelles. À 14 heures, la quarantaine de grévistes ont été rejoints par plus de 80 travailleurs d'autres secteurs. Les prises de parole de ceux de l'A320 exprimaient leur fierté d'avoir relevé la tête. Et même si, vu le nombre, ils n'envisageaient pas de continuer la grève, beaucoup

exprimaient leur volonté de ne pas en rester là. Un courrier à la direction avec les revendications a été rédigé et approuvé, évoquant l'idée de repartir en grève le 9 novembre si d'ici là aucune réponse n'était apportée.

Et c'est à plus de 120 que la grève s'est conclue par un tour bien bruyant dans le hall de l'A320.

Correspondant LO



Lors d'une précédente grève à Airbus.

Adisseo-Commentry : usine à cancers, fabrique de chômeurs

L'usine Adisseo, à Commentry dans l'Allier, est une filiale du groupe international BlueStar, spécialisé dans la nutrition animale. Cent cinquante travailleurs de l'atelier qui fabrique de la méthionine se sont rassemblés vendredi 21 octobre suite à l'annonce de la direction d'arrêter cette production à partir de la fin octobre.

La direction prend prétexte du coût élevé de l'énergie et des matières premières et parle d'un arrêt temporaire. Mais personne n'y croit et chacun se souvient des

120 millions d'euros de dividendes perçus par les actionnaires en avril dernier. Et chacun sait aussi que BlueStar est lui-même filiale d'un groupe qui vient de démarrer

en Chine la production en grand de méthionine.

La méthionine est un acide aminé essentiel pour l'assimilation des nutriments dans l'élevage fermier ou industriel, le marché est donc vaste et international. L'usine de Commentry est toutefois passée de 1500 travailleurs en 1970 à 400 aujourd'hui, avec nombre de précaires. Elle est classée Seveso, ce

qui n'indique pas seulement des risques probables pour l'environnement, mais aussi des risques certains pour la santé des travailleurs : un cancer du rein a été décelé chez 46 d'entre eux et 11 en sont morts. Malgré une condamnation de l'entreprise en 2007 pour faute inexcusable, malgré le combat des ouvriers pour la reconnaissance de la maladie professionnelle, nombre

d'entre eux attendent encore leur indemnisation. Ils sont maintenant, après des vagues successives de licenciements, confrontés à de nouvelles menaces.

Un monde où les travailleurs sont obligés de se battre dans l'espoir de conserver un emploi qui met leur vie en péril, voilà une définition, et une condamnation, du capitalisme.

Correspondant LO

Centrale nucléaire de Gravelines : un bon début

Suite à la mobilisation dans les centrales nucléaires, les travailleurs EDF de la centrale de Gravelines devraient obtenir des augmentations de salaires plus importantes cette année que les précédentes.

Selon les syndicats, si on additionne ce qui a été obtenu il y a deux semaines pour l'ensemble des travailleurs des Industries Électriques et Gazières (les IEG) et ce qui vient d'être obtenu suite aux mobilisations de ces derniers jours, pour les salariés EDF des centrales, cela ferait entre 120 et 150 euros en plus sur la fiche de paye du mois de janvier 2023 pour les salaires les plus bas.

À la centrale nucléaire de

Gravelines, la mobilisation a duré dix jours, à l'initiative des syndicats CGT et FO. Les travailleurs de la conduite, ceux qui pilotent les réacteurs, ont effectué plusieurs jours de grève. Leur action consistait à réduire la production des réacteurs et, à travers des grèves perlées, à contraindre la direction de la centrale à reporter l'arrêt d'un réacteur.

Les autres agents EDF de la centrale étaient appelés à

participer à des débrayages quotidiens d'une demi-heure, ce qui a été suivi majoritairement.

Dans un contexte où de nombreux réacteurs en France sont à l'arrêt pour de gros problèmes techniques, cela compromettrait les plans de redémarrage de cet hiver pour faire face aux pics de consommation. Les travailleurs de la centrale avaient donc des moyens de pression importants face à leur direction et au gouvernement.

Mais c'est probablement la grève dans les raffineries qui a dû peser dans la



MARC DEMEURE VDN

balance pour que la direction d'EDF cède aussi rapidement de telles augmentations de salaire, par crainte de la contagion à d'autres entreprises.

Les travailleurs d'une entreprise sous-traitante, Fiducial, se sont d'ailleurs saisis du contexte pour entrer en grève.

Après une semaine de

grève, ils ont obtenu des augmentations de 90 euros par mois.

Cette mobilisation pour les salaires, dans la brèche ouverte par les travailleurs des raffineries, fait discuter dans bien des entreprises sous-traitantes de la centrale. Ce n'est peut-être qu'un début.

Correspondant LO

Hôpital Lariboisière – Paris : se battre pour les salaires, c'est se battre pour les embauches

Depuis deux ans, les départs d'infirmiers et d'aides-soignants de l'hôpital Lariboisière, à Paris, n'ont pas cessé. Dans de nombreux services d'hospitalisation, comme en Cardiologie, l'équipe tourne avec une dizaine de postes d'infirmiers non pourvus.

La direction affirme ne pas avoir les candidats à recruter, alors la seule solution qu'elle trouve est de fermer des pans entiers de services : un étage de douze lits en Neurologie, un étage en ORL... Ou encore, récemment, une dizaine de lits de Médecine. Vu le manque chronique de personnel, l'encadrement cherche en permanence à faire faire des heures supplémentaires. Des cadres démarchent infirmiers ou aides-soignants en invoquant la conscience professionnelle et la solidarité avec leurs collègues.

Depuis l'instauration de la « grande équipe » en 2015, les infirmiers et les aides-soignants peuvent être de service le matin ou l'après-midi. Dans certains services, les collègues sont placés du matin ou du soir, au gré des trous dans les plannings, sans que les cadres se soucient de la fatigue que ce yo-yo entraîne pour eux. Plus il manque de personnel, et plus le planning change au fil des jours.

La direction de l'hôpital a ainsi beau jeu de proposer de passer en horaire de

12 heures dans les services d'hospitalisation les plus désorganisés. En deux ans, plusieurs services y sont passés : la Maternité, puis la Neurochirurgie, suivis tout récemment par la Neurologie, l'ORL et les Urgences. L'encadrement s'appuie sur le désir de certains soignants de venir moins souvent à l'hôpital, et affirme que les candidats à l'embauche seront plus nombreux. Tant pis pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas suivre : de nombreux soignants, de jour et surtout de nuit, souvent opposés au passage en 12 heures, n'ont eu d'autre choix que de changer de service ou d'hôpital.

Les 12 heures sont présentées par l'encadrement et la direction comme la solution miracle. En réalité, elle a fait ses comptes, et cette réorganisation lui permet de faire tourner les services avec encore moins de personnel. La direction ne se soucie pas de faire courir encore plus de risques aux soignants comme aux patients. Quant au bilan pour ceux passés en 12 heures, il n'est pas si brillant : les

candidats ne se bousculent pas et il reste de nombreux postes non pourvus. Les roulements déçoivent souvent car les repos ne sont pas toujours accolés. De plus, finir le travail ou le commencer à 19 heures empiète largement les possibilités de profiter du temps libre, sans parler de la fatigue d'une telle journée de travail.

Dans tous les hôpitaux, la direction prétend qu'elle n'arrive pas à recruter. Mais si elle voulait vraiment le faire, elle commencerait par augmenter immédiatement les salaires des soignants de plusieurs centaines d'euros, titulariserait les nombreux aides-soignants actuellement en CDD et financerait la formation professionnelle des AS qui souhaitent devenir infirmiers. Enfin, si les pouvoirs publics avaient réellement à cœur de recruter pour les hôpitaux, ils ouvriraient immédiatement des milliers de places dans les écoles de soignants pour accueillir les candidats.

Tout cela, seule la lutte des travailleurs des hôpitaux en lien avec le reste du monde du travail pourra l'imposer. La lutte pour les salaires et celle pour les embauches sont liées.

Correspondant LO

Centres dentaires – Pantin : les assistantes montrent les dents



Six assistantes des centres dentaires municipaux (CMS) de Pantin (Cornet et Tenine) étaient en grève jeudi 20 octobre (deux autres étaient malades).

Elles réclament la présence de chirurgiens-dentistes en nombre suffisant pour satisfaire les demandes des patients. Faute de praticiens, les huit cabinets sont vides la moitié du temps et les patients n'ont plus accès aux soins. La municipalité sait que les salaires qu'elle offre sont dérisoires, elle ne passe même plus d'annonces, et ne répond pas aux postulants.

Les six assistantes ont manifesté devant la mairie et devant le centre

Cornet, faisant signer une pétition : « Pour la préservation des services dentaires dans la CMS ; pour la défense du service public. Pour que le droit aux usagers de bénéficiaire de soins adaptés soit protégé. »

La mairie, qui ne doit pas apprécier ce genre de publicité ni la mobilisation des travailleuses, même en petit nombre, a promis une réunion le 26 octobre et a publié une annonce dès le 21.

Correspondant LO

Clinique de Saint-Omer: la grève continue

La clinique de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, est propriété du groupe Elsan, au chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros en 2021. Son activité principale repose sur neuf blocs opératoires. La clinique compte environ 150 salariés.

Les salariés ont utilisé l'appel national du mardi 18 octobre pour faire grève. Depuis, les travailleuses et travailleurs de la clinique de Saint-Omer en ont voté chaque jour la reconduction. Pendant plusieurs jours, l'ensemble des blocs opératoires de la clinique ont été à l'arrêt. Samedi 22 octobre, bien déterminé à faire connaître leur mobilisation, un groupe de grévistes est allé distribuer un tract sur le marché de

Saint-Omer.

Les grévistes représentent 50 % du personnel embauché, dans tous les corps de métier. Ils revendiquent, entre autres, 500 euros d'augmentation de salaire, alors que beaucoup ne touchent le smic que grâce à des primes compensatrices. Ils dénoncent également les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

Jusqu'à là, la direction a répondu par l'intimidation

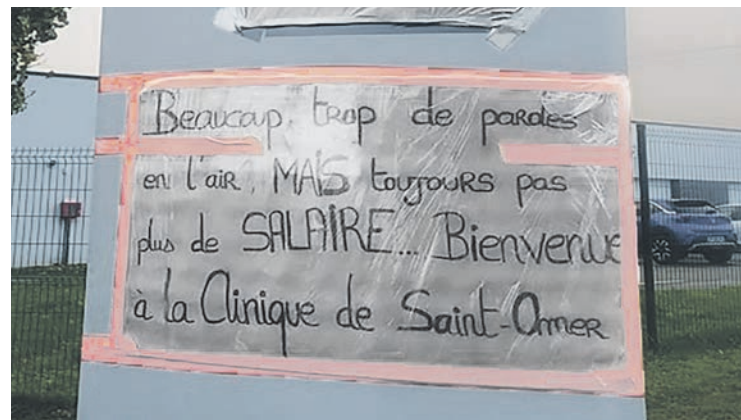
et le chantage. Vendredi 21 octobre, elle a organisé une réunion pour convaincre les grévistes, graphiques et chiffres à l'appui, que la clinique n'avait pas fait d'argent cette année. Mais les travailleurs en grève ne sont pas dupes. Tous voient les dossiers de patients défilier, la direction qui pousse à vendre des services supplémentaires dans les chambres, les salles de réveil pleines à craquer et les patients contraints de libérer les lits toujours plus vite. Le groupe Elsan, leader de l'hospitalisation privée, a largement les moyens de payer de réelles augmentations de salaire.

Ce mouvement de grève

marque par sa détermination. Le mardi 25 octobre, les grévistes étaient toujours bien présents sur le piquet de grève à l'entrée de la clinique. Nombre de salariés de la région ont des

liens avec les grévistes et leur mouvement est populaire. Une revendication de 500 euros d'augmentation des salaires : voilà qui peut être contagieux !

Correspondant LO



Territoriaux – Bondy : journée de mobilisation réussie

Judi 20 octobre, les travailleurs de la ville de Bondy, en Seine-Saint-Denis, étaient en grève contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Certains services étaient complètement fermés, comme les cantines des écoles. Le matin, près de 500 territoriaux se sont rassemblés devant la mairie, puis ont défilé dans la ville. Ils venaient de tous les services : ouvriers des services techniques, femmes de ménage, travailleurs des crèches, des écoles maternelles et des

cantines, employés des bureaux, etc.

Le mécontentement est grand, car la mairie veut augmenter leur temps de travail à 1 607 heures annuelles en volant quatorze jours de congés. En plus, le 14 octobre, elle a envoyé un courrier annonçant la diminution drastique des recrutements, et la fin des heures

supplémentaires payées, qui seront maintenant récupérées. Un gréviste déclarait : « Avec la fin des heures sup' payées, on va devenir des travailleurs pauvres, tellement nos salaires de base sont bas ! »

La mairie de droite justifie ces attaques en disant qu'elle doit éponger le déficit de la mairie de gauche précédente. Mais, dans le même temps, elle multiplie les audits inutiles et très chers à des boîtes privées.

Et puis, ce déficit, ce n'est pas aux territoriaux de le payer, car ils n'en sont pas responsables. Au contraire, depuis des années leurs conditions de travail se sont de plus en plus dégradées, par le sous-effectif de plus en plus criant et par le gel des salaires.

Derrière ces attaques, il y a aussi l'État qui veut mettre toujours moins d'argent public dans ce qui est utile à la population. Une des dernières en date est la loi de

2019 qui augmente le temps de travail à 1 607 heures dans les collectivités locales, pour supprimer des dizaines de milliers de postes. Cela entraîne d'ailleurs depuis deux ans des grèves de territoriaux, un peu partout en France.

C'est pourquoi, dans ce combat contre la démolition de leurs conditions de travail, les travailleurs communaux de Bondy ne sont pas seuls.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : la crise politique continue

Mardi 25 octobre, Rishi Sunak a remplacé Liz Truss comme Premier ministre du Royaume-Uni. De quoi peut-être rassurer les marchés, mais certainement pas les travailleurs.

En démissionnant jeudi 20 octobre, la conservatrice Truss a battu le record du plus court mandat dans l'histoire du pays: elle n'aura tenu que 44 jours. En renvoyant son ministre de l'Économie, Kwasi Kwarteng, vendredi 14 octobre, elle avait espéré éviter sa propre éviction. Mais la manœuvre n'a pas suffi. Pourtant, dès son premier discours lundi 17 octobre, le remplaçant de Kwarteng, Jeremy Hunt, a tiré un trait sur une large part du programme économique de sa cheffe. Révision à la baisse des cadeaux fiscaux aux plus riches et des aides aux ménages sur les factures énergétiques: il ne restait presque rien des mesures phares de Truss. Ridiculisée dans les médias, sans autorité au sein de son parti, elle n'a eu d'autre choix que de se retirer.

Ces péripéties peuvent surprendre. Pourquoi une politicienne aussi dévouée à la bourgeoisie a-t-elle été écartée aussi vite? C'est

qu'aux yeux de la classe dominante, la servilité ne suffit pas. Il faut aussi une certaine compétence pour défendre ses intérêts, dont Truss a manqué dès le départ. Dès le 23 septembre, la présentation d'un « mini-budget » promettant des dépenses et baisses d'impôts extraordinaires, sans recettes crédibles en face, a inquiété les capitalistes, au point de faire vaciller la livre et d'inquiéter les fonds de pension. Critiquée dans les cercles de la haute finance britannique et internationale, malmenée au sein de son parti, impopulaire dans une population aux prises avec une inflation à plus de 10 %, Truss était sur un siège éjectable... et a fini éjectée.

Dans l'instabilité politique, les tares personnelles de Truss ne sont cependant pas seules en cause. Sa chute est surtout le symptôme d'un système en crise. Le Parti conservateur, longtemps parti naturel de la bourgeoisie, n'est plus un



La grève pour les salaires début octobre à la gare de King's Cross.

appareil auquel elle puisse se fier les yeux fermés. C'est en particulier vrai depuis le référendum du 23 juin 2016, qui a ouvert la voie au Brexit, devenu effectif en janvier 2021. Alors que la bourgeoisie britannique ne voulait pas de la sortie de l'Union européenne, la marche vers le Brexit fut enclenchée par un Premier ministre conservateur, David Cameron, qui pensait par ce référendum damer le pion à sa droite europhobe. Mais l'arroseur fut arrosé et la rupture avec l'UE a produit une série de désordres économiques et politiques dont la classe capitaliste se serait bien passée.

Au service de la bourgeoisie

Faute de concurrents, Sunak a donc pris la place de Truss. Ancien cadre de la banque Goldman Sachs, ancien directeur de fonds spéculatifs, époux de la fille d'un milliardaire indien, il posséderait une fortune familiale de plus de 800 millions d'euros. En tant que ministre de l'Économie sous Johnson, il a été pendant la pandémie l'artisan du « quoi qu'il en coûte » à la sauce britannique. Le grand patronat a alors pu compter sur lui: non seulement l'État

a pris en charge les salaires des travailleurs au chômage technique, mais il a versé aux grandes entreprises des dizaines de milliards qu'elles n'auront pas à rembourser. Alors que Truss vivait ses derniers jours à Downing Street, Sunak s'est plu à rappeler que, dès leur bataille pour la direction du Parti conservateur, il avait prédit que les mesures de Truss mèneraient au désastre. Il a donc une réputation de gestionnaire fiable auprès des milieux financiers.

Ce profil a sans doute de quoi rassurer, au moins provisoirement, la City. Dès la nomination de Sunak, l'indice FTSE100, l'équivalent britannique du CAC40, a pris 50 points. La mission de ce nouveau capitaine de gouvernement est de garantir aux possédants que l'argent public, désormais géré plus sérieusement, va continuer de remplir leurs poches, quels que soient les soubresauts de la crise mondiale, et si possible sans remous sociaux. C'est la quadrature du cercle.

Attaques contre les travailleurs

Mais, dans ce climat incertain, il y a donc au moins une certitude: les attaques

contre les classes populaires vont s'accroître. Hunt, qui devrait rester en place comme ministre de l'Économie, a annoncé la couleur: le bouclier tarifaire sera moins durable que prévu, et les coupes dans les services publics au moins aussi sévères que dans les années 2010. La paupérisation d'un nombre croissant de travailleurs est déjà programmée.

Face à cela, le Parti travailliste, qui caracole en tête dans les sondages, continue de réclamer des élections anticipées, en se présentant comme un gestionnaire du capitalisme plus compétent que les Tories. De nombreux travailleurs seraient sûrement satisfaits de voir Sunak et les Tories dégager. Mais miser sur leur remplacement par un gouvernement de gauche pour que cessent les régressions sociales est un leurre. Les événements récents illustrent de façon frappante que ce sont les capitalistes, pas les politiciens, qui font la pluie et le beau temps. Pour tenir tête aux exploités, le monde du travail ne pourra compter sur aucun sauveur suprême, seulement sur ses propres forces.

Thierry Hervé



Cercle Léon Trotsky L'Ukraine: terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie

Samedi 19 novembre à 15h
Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité

Lola : un meurtre horrible et son utilisation odieuse

La droite et l'extrême droite ont utilisé l'assassinat d'une jeune fille de douze ans, Lola, pour organiser une nouvelle campagne raciste.

Oubliant les Fourniret, Heaulme et autres Émile Louis, tueurs d'enfants made in France, les démagogues n'ont eu de cesse de lier ce crime à l'immigration clandestine, soulignant jusqu'à la nausée que la

meurtrière est de nationalité algérienne et, qui plus est, en situation irrégulière. Le député LR Éric Pauget, proche d'Éric Ciotti, a tout bonnement imputé la mort de la jeune fille à « la faiblesse de la république » et au

« laxisme de [la] politique de l'immigration ». Zemmour et ses sbires parlent carrément de « francocide », sorte de génocide hexagonal commis par des étrangers sans papiers.

On ne peut évidemment qu'être horrifié et se sentir profondément solidaire de la famille de Lola, de son

malheur, de sa dignité et de sa volonté d'être laissée en paix. La psychiatrie expliquera, ou non, le geste meurtrier, sans diminuer le sentiment d'impuissance de tout un chacun.

Mais l'histoire enseigne que les hommes et les partis prêts à tirer profit, à n'importe quel prix, de tels

dramas sacrifieront toutes les Lola du monde pour diviser les travailleurs et les peuples, élever des barrières, organiser la chasse aux étrangers et à leurs enfants et, finalement, maintenir leur ordre social pourri.

Aline Urbain